

**WORKING PAPER**

**Hors Série**

**L'EUROPE**  
**et les paradigmes géopolitiques dominants**  
**du XXIème siècle**



par

**Irnerio Seminatore**

**René Leray**

**Pierre-Emmanuel Thomann**

# **UNE AUTRE STRATEGIE POUR L'EUROPE**

Le texte a été publié dans la Revue de Défense Nationale française, Novembre 2007

## **1. La géopolitique et sa fonction**

## **2. La « Stratégie générale de l'Europe » dans le monde.**

**Prévoir les oppositions, valoriser les complémentaires**

## **3. L'Europe au coeur du « Rimland » mondial**

## **4. L'Océan Indien: pivot géographique du XXIème siècle**

## **5. Synthèse provisoire.**

**Une autre stratégie pour l'Europe**

# UNE AUTRE STRATEGIE POUR L'EUROPE

Le texte a été publié dans la Revue de Défense Nationale française, Novembre 2007

Ce texte analyse les implications systémiques, géopolitiques et stratégiques des récentes mutations de la scène mondiale et vise à brosser les axes directeurs d'une stratégie intégrale et globale de l'Europe dans le monde. En identifiant « le Pivot Géographique de l'histoire du XXIème siècle » dans l'Océan Indien, l'auteur croit y repérer un espace de présence européenne inaperçu et décisif.

L'Unité politique de l'Europe, affirme-t-il, ne se fera pas par la paix ou par consensus mais par la nécessité et par une « alliance de volontaires ». Elle sera davantage bismarkienne que fédéraliste.

Entre 1989 et 1991 ont été tournées trois grandes pages de l'histoire contemporaine, géopolitique, stratégique et systémique.

Le système international passe de la bipolarité à un état hybride d'unipolarisme imparfait et de multipolarisme tendanciel, la dissuasion, stratégiquement « dormante », y jouant une fonction de sanctuarisation et d'insularisation politique.

Le monde se fraye un chemin agité et procède de la stabilité à l'instabilité et donc d'une forme d'équilibre stationnaire à des turbulences et tensions permanentes et diffuses, aggravées d'une course à la prolifération nucléaire et chimique.

En ce qui concerne la « gouvernabilité » du système, celle-ci évolue de la logique de la négociation à celle de la coercition dans le règlement des litiges, conjoncturels ou séculaires, entre acteurs en compétition, au Proche-Orient ou dans le Golfe Persique, en Asie centrale et méridionale comme en Asie du Sud-Est.

**L'Histoire s'est remise en mouvement.** Elle s'était nourrie depuis 1945 des dilemmes et des préoccupations de sécurité de l'époque de la bipolarité, aboutissant à une forme de stabilité relative entre systèmes opposés, codifiée par la dissuasion nucléaire et celle-ci a joué tout au long de cette période un rôle stabilisateur majeur, voire décisif.

Après l'implosion de l'empire soviétique s'ouvre une phase d'ajustements à caractère inter-eurasiens et une remise en cause des vieilles certitudes sur les grandes options stratégiques. L'opposition des peuples de la terre et des peuples de la mer, qui avait constitué la base du raisonnement géopolitique depuis Mackinder jusqu'à Haushofer, fut contournée dans l'après-guerre par la théorie de *Rimland*, l'anneau péninsulaire extérieur, dont le *containment* démontra la pertinence politique et la réussite stratégique.

L'effondrement du « pivot des terres », comme « pivot géographique de l'histoire » ou « *crush zone* » (zone de collision des puissances continentales), a valorisé depuis, le système maritime mondial et l'unité des océans, siège du capital biologique de l'humanité.

C'est dans la zone du littoral eurasien que la dynamique des changements, démographiques, économiques et politiques, est la plus forte. C'est là que la dispute pour les voies d'eau, les isthmes et les détroits, par lesquels se déploie la sécurité énergétique, marque la réhabilitation du *Rimland* planétaire, l'anneau des terres.

En ce qui concerne les États européens de la bordure atlantique, le « paradigme géopolitique » dominant redevient « l'Eurasie », la masse continentale qui, par la voie maritime, a relié l'Europe à la Chine et au Sud Est de l'Asie, depuis la découverte de la **route du Cap** (1497), fondant la supériorité de l'Occident sur la combinaison de la *Fleet in being* et de points d'encrage terrestres.

Ainsi la politique d'élargissement de l'UE vers l'Est comme politique de stabilisation à la marge de la péninsule européenne, montre sa précarité et perd de son sens originel, fondé sur une perspective plus ou moins souple d'intégration.

L'extension de la perspective géopolitique à l'Eurasie impose à l'Union européenne, par un jeu de symétries inversées, un noyau restreint et central de direction politique que l'on croyait dépassé et l'abandon de l'élargissement continu, au profit d'une politique d'alliances et de coalitions, de création de zones-tampons et de définition de sphères d'influence.

Comme résultat de l'extension territoriale et sociétale, **le système européen se dilue.**

Il passe de l'homogénéité relative des pays fondateurs à un état croissant d'hétérogénéité, économique, sociopolitique et culturelle, dont les fractures politiques apparurent avec éclat lors du deuxième conflit iraquien, rendant l'alignement international de l'Union moins prévisible et moins sûr.

Cet enseignement ne peut être sous-estimé par les Européens car il met en évidence la fragilité institutionnelle et politique de la construction européenne.

Les constantes géographiques et les *legs* de l'Histoire imposent aux fédérations en gestation, l'impératif de se doter d'un pouvoir central fort, sous peine de se dissoudre et de sortir de l'histoire, ou alors de hiérarchiser les équilibres de puissance internes selon une logique bismarckienne prudente, mais visionnaire.

## 1. La géopolitique et sa fonction

C'est ainsi, que dans cette nouvelle phase historique, la géopolitique apparaît indispensable : à analyser l'état réel du monde ; à refonder une présence géopolitique de l'Europe dans le système international; à élaborer une politique de sécurité efficace ; à rétablir une intégration forte et sélective et une politique d'alliances intereurasiennes et interocéaniques, constituant les clés d'une poursuite réaliste de l'objectif d'unité politique du continent.

## 2. La « stratégie générale de l'Europe » dans le monde

### Prévoir les oppositions, valoriser les complémentarités

La finalité de cette immense tâche est d'éviter les dilutions excessives de l'UE aux marges extérieures et de contrer une disfonctionnalité politique croissante à l'intérieur.

Pour cela, il faudra *reconceptualiser la politique d'élargissement et de voisinage* ; *valoriser l'approche maritime de l'Europe dans les trois océans*, Indien, Pacifique et Atlantique et par les pays du « septentrion » de l'Europe, dans l'océan Arctique, pour l'application et la délimitation du droit de la mer et des zones économiques exclusives. Une guerre silencieuse s'exerce sous la banquise de la mer boréale, source de réserves énergétiques inépuisables (pétrole et d'hydrogène liquide) qui demeure une zone stratégique d'importance décisive en cas de conflit et d'échanges balistiques, conventionnels ou nucléaires ; *insérer le projet d'« Union » entre États riverains de la mer Méditerranée*, dans une double perspective géopolitique ; *intercontinentale* (vers la mer Noire, le Caucase du Sud et l'Asie centrale); *interocéanique* (en établissant les conditions stratégiques, et de ce fait, un réseau de bases, d'escales, et de points-clés maritimes, dans le cadre les accords avec des pays ACP).

Depuis le développement de l'exploration de l'espace extraterrestre, la recherche des fonds marins et l'évaluation des trajectoires de tir des engins balistiques à longue portée, beaucoup de micro-États des ensembles Afrique-Asie acquièrent une nouvelle importance pour les grandes puissances, permettant à celles-ci d'assurer leur protection à distance.

Par ailleurs, le développement exceptionnel des transports maritimes et aériens valorise les océans et les littoraux, les zones d'échange et d'accès commerciales.

L'objectif est de maintenir ouvertes les routes maritimes et aériennes en cas de crise ou de rechercher des voies maritimes de rechange en cas d'interdiction du canal de Suez, en inaugurant une stratégie de présence européenne dans le monde qui prenne le relais du dispositif américain et de la gestion de l'unipolarisme, manifestant des signes de faiblesse et de déclin. Ces signes posent à nouveaux, aux stratégies américains, le vieux problème de la dispersion géopolitique et de l'*overstretching*.

### 3. L'Europe au coeur du « Rimland » mondial

Le but d'assigner à l'imbrication de la terre et de la mer, la fonction géopolitique et géostratégique de modelage de la réalité à l'échelle mondiale, est vital pour l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cela conduit à repenser et à reconceptualiser le rôle de l'Europe dans le monde et à replacer **la PESC- PESD dans un contexte planétaire**.

L'Europe doit se penser comme isthme occidental de l'Asie, ou *Rimland* eurasiatique, car elle fait partie intégrante du *Rimland* mondial, dominé par la communication, les débouchés maritimes, le régime des eaux et les échanges par les voies des océans.

L'espace dont l'Europe a besoin et qui lui est compté sur le continent, est une liberté d'action, une profondeur des théâtres de mouvement, qui lui sont offerts seulement par les mers libres et les surfaces de navigation et de communication océaniques de la planète bleue.

Au plan prospectif, elle doit en renforcer l'importance pour en être le coeur, en termes d'irradiation politique, culturelle, technologique et sociétale.

La bataille pour la maîtrise et le *leadership* du monde se fera encore une fois sur le front marginal des continents (façades subcontinentales et péninsulaires, isthmes, îles, détroits) et de ce fait sur les rivages, les littoraux et les routes maritimes interocéaniques du *Rimland* mondial, mais aussi dans la dimension de l'espace cosmique et de l'exosphère.

L'observation satellitaire modifie les conditions d'emploi des forces navales et saisit tous les mouvements qui opèrent à la surface des terres et des océans. Or, le cosmos n'est plus la voûte céleste fermée et corporelle de l'homme antique mais la spatialité toute puissante de l'astronaute, génératrice et destructrice de la vie sur terre.

En Eurasie, l'alliance des deux puissances de la Terre, la Russie et la Chine, dont la population, la force vitale et l'espace en font des rivaux, appartenant à deux hémisphères opposées et à deux civilisations différentes, est contraire aux ambitions et aux intérêts de l'une et de l'autre ; et celle, tant redoutée par Mackinder, entre la Russie et l'Allemagne, ou entre les slaves et les germaniques ou encore entre un impossible projet euro-asiatique de la première et une permanente oscillation euro-occidentale de la deuxième, est à exclure, en raison des triangulations stratégiques mondiales et des choix extérieurs antagonistes entre l'une et l'autre, ce que les Etats-Unis d'Amérique jugeraient historiquement inacceptable.

La guerre et la paix du XXI<sup>e</sup> siècle ainsi que les fléaux et les calamités naturelles, politiques et sociales seront encore une fois globaux. Ces deux notions postulent la coopération des deux puissances mondiales existantes, l'Europe et les États-Unis, chacune apportant le lot de ses influences, de son rayonnement et de ses alliances.

#### **4. Indécision européenne et perspective chaotique**

Faute d'une capacité de résolution tranchante, l'Europe risque de devoir subir tout à la fois les inconvénients d'une configuration multipolaire (plus grande conflictualité en Eurasie dans les zones de jonction intercontinentale, plus grande dispersion des forces, plus grand désaccord avec les États-Unis et avec les puissances alliées, Australie, Japon et Inde en Asie ; division plus accentuée à l'intérieur de l'Union entre Grande-Bretagne, Pologne, Roumanie, Grèce, Italie et Espagne et au Nord, Suède, Danemark et Finlande d'une part et le noyau central de l'Europe, France, Allemagne, Belgique et Luxembourg d'autre part) et les dangers d'une configuration unipolaire ou bipolaire, préfigurant une responsabilité solitaire des États-Unis ou un nouvel affrontement de ces derniers avec la Chine. Dans le premier cas en particulier, la « césure politique » du continent peut aller jusqu'à la rupture de l'Union et faire glisser le monde d'une configuration unipolaire

imparfaite vers un unipolarisme amoindri. Cela conduirait à une plus grande confusion d'options pour les pays du *Rimland* et pour les pays dépendants, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette éventualité pourrait conduire à l'excentration du système et à son ingouvernabilité permanente et chaotique. La définition d'une stratégie unitaire de l'Europe dans le monde implique l'identification du pivot géopolitique de la planète.

## **5. L'Océan Indien : pivot géographique du XXIème siècle**

La région maritime centrale du XXI<sup>e</sup> siècle sera l'aire pivot de l'océan Indien. Celle-ci s'étend à l'intérieur de la zone océanique, qui établit un espace de continuité vitale entre le *Rimland* mondial et la masse afro-eurasienne (l'Afrique jouant par rapport à l'Eurasie le pendant continental de l'Australie).

Cette région est une zone maritime interne au nouvel espace vital des cinq continents, solidarisés par l'épuisement des ressources énergétiques, la sécurité des transports et le croisement des voies maritimes décisives.

Cette aire centrale est ouverte aux interventions des puissances navales et fraye la voie vers le Golfe et vers l'Ouest, pour les puissances asiatiques de la cote pacifique, ainsi que du *Rimland* extérieur (Australie). Elle domine, par le périple de l'Afrique, les voies de communication vers le Nord du monde, l'Europe et l'Amérique du Nord et du Sud.

Ainsi la reformulation des propositions de Mackinder du XXI<sup>e</sup> siècle pourrait être énoncée comme suit : qui domine le « pivot des mers » domine la « masse des terres » ; qui domine le *Rimland* mondial domine le Heartland mondial; tout à la fois l'Est et l'Ouest, la masse des terres et l'île mondiale, bref le Nord et le Sud, les deux hémisphères et la planète-monde.

## **6. Synthèse provisoire**

### **Une autre stratégie pour l'Europe**

L'Europe se fera à partir d'une autre stratégie et à l'aide d'une « révolution conceptuelle ». Cela comportera l'adoption de nouveaux paradigmes historiques, géopolitiques, stratégiques et institutionnels.

Une période de l'histoire européenne est close et une autre s'annonce. L'Europe politique se fera, comme tout rassemblement humain, par la nécessité et



non par le consensus ; dans la guerre et par la guerre, car des temps de conflits se dessinent et s'approchent et il faudra y être prêts. **La période de la grande stabilité est derrière nous et il n'y aura pas d'idéologie y compris fédéraliste pour la conjurer.**

L'unité de l'Europe sera vraisemblablement bismarckienne! Elle retiendra un rapport de forces stabilisateur et il faudra y en adapter les concepts, les moyens et les forces. La nouvelle idée de l'Europe nécessitera d'un noyau de direction et d'impulsion, continental et guère insulaire, historique et guère conjoncturel, polarisant vers le centre et s'opposant à la périphérie. Or, la portée historique de cette logique est loin d'être admise.

Le cadre d'action de demain sera l'Eurasie, et l'Europe aura besoin d'y manoeuvrer. Cette manoeuvre sera simultanément interétatique et classique et donc mondiale, mais aussi régionale et locale. Un équilibre doit sauvegarder la prééminence de la première sur la deuxième.

La politique internationale dictera sa loi aux institutions et cela impliquera la création de liens institutionnels forts pour les moments difficiles, car la rapidité et la décision devront l'emporter dans l'action immédiate et dans l'urgence. Si les moyens de la décision seront institutionnels, la philosophie sera réaliste, la vision volontariste et la perspective idéaliste. C'est une « alliance de volontaires » qui fera l'Europe et les moyens y seront comptés. Comme toutes les décisions de grande envergure, cette alliance se fera par une opposition de grands intérêts et donc dans le combat et dans le sang. C'est une loi d'évidence et d'Histoire.

Les peuples seront les inspireurs et les protagonistes de ces grandes affaires mais jamais les interprètes. Les citoyens et la citoyenneté tisseront les réseaux de la coopération et de la paix, mais les bons soldats ouvriront seuls les pourparlers d'avenir. Si les conflits et les guerres ont été le fer de forge des bouleversements et de transformations de l'histoire, la notion de paix ou l'image du système international de demain, devra inspirer le choix des alliances et celui des alliés d'aujourd'hui. Cela nous fera découvrir que le monde est peuplé d'ennemis ou de faux amis. La philosophie, la civilisation et la culture interviendront pour définir les combinaisons de l'acceptable et de l'inacceptable dans la vie quotidienne ou en perspective.

Ce seront politiquement les proches ou les plus proches qui scelleront les jeux de l'avenir et l'Histoire de l'Europe de demain. Elle sera dictée par nos choix et de ces choix résultera la place de l'Europe dans le monde et celle du *jus gentium* du XXI<sup>e</sup> siècle.

15 septembre 2007

Irnerio SEMINATORE

M. Innerio Seminatore est président de l'Institut Européen des Relations Internationales (IERI) de  
Bruxelles

# **L EUROPE ET L'ASIE CENTRALE,**

## **Vers une Ostpolitik mondiale de l'Union Européenne.**

par

**Irnerio Seminatore**

### **1.1 Introduction - Le repositionnement stratégique de l'UE en Asie Centrale**

### **1.2 Le « Pacte de Stabilité Eurasien »**

**Un moyen fédérateur pour un multipolarisme de groupe.**

### **1.3 Vers une Ostpolitik mondiale de l'UE ?**

### **1.4 L'Union européenne et l'Asie centrale.**

**Un espace de coopération et de sécurité**

### **1.5 L'Ostpolitik de l'UE et ses dimensions**

### **1.6 Notes sur l'emploi de la force dans les théâtres extérieurs**

### **1.7 Le « Grand Défi » de l'Occident**

### **1.8 L'Eurasisme occidental, comme stratégie intellectuelle**

### **1.9 L'Eurasisme russe comme dilemme identitaire**

---

<sup>1</sup> Cette contribution représente la suite et la deuxième partie du texte: « Une autre stratégie pour l'Europe » parue dans la « Revue de Défense Nationale » du mois de Novembre 2007.

## **1.1 Introduction - Le repositionnement stratégique de l'UE en Asie Centrale**

L'attention croissante pour l'Asie Centrale est venue à maturation en ce début de la décennie par le concours de circonstances multiples, dont les principales sont le repositionnement stratégique de l'Ouest en Afghanistan et en Iraq et le retour de la Russie sur la scène internationale. En conséquence, le déplacement de l'axe des conflits et des crises vers l'Asie et le Golfe a fait de la région une zone de la plus haute importance géopolitique. Cette région est devenue une partie intégrante de l'équation stratégique allant de l'Axe Baltique à la Mer Noire, du Golfe Persique au Caucase du Sud et de la Mer Caspienne à l'Asie Orientale.

La maîtrise de cet espace immense implique une nouvelle redéfinition des objectifs de l'Union et une identification des menaces et des sources d'instabilité. Il s'agit d'un espace de pouvoir disputé, soumis à des influences et des pressions extérieures multiformes, venant du sud, du nord et de l'ouest, et qui demeure soumis aux poussées des acteurs majeurs du système international.

**Dans son ensemble, cet espace dessine une zone d'intérêt vital pour la sécurité de l'UE influant directement sur sa capacité à devenir un acteur global sur la scène mondiale.**

L'intégration de cette aire dans un pacte de stabilité régional est capitale dans ses répercussions stratégiques.

Projeter la sécurité et la stabilité dans la région de l'Asie Centrale, après la réalisation du grand élargissement à l'Est, devient la prochaine étape d'un processus dont **les objectifs sont multiples:**

- redéployer la stratégie générale de l'Europe vers l'Asie, le Moyen Orient et le Golfe Persique à partir de la Méditerranée
- différencier les sources énergétiques.
- définir une Agenda de réformes et de résolution des conflits avec les pays de la région.
- arrimer ces pays à l'Ouest et sauver l'Alliance Atlantique et les relations euro-américaines, en renforçant l'engagement occidental en Afghanistan.

C est un nouveau **grand défi** qui se dessine pour la décennie qui commence.

Or ce défi implique une coopération bilatérale et multilatérale, élargie à d'autres partenaires ou groupe de partenaires. La double présence des USA en IRAQ et de l'OTAN en Afghanistan, laisse les mains libres à la Russie, dans le but de poursuivre son retour dans la région, en essayant d'y occuper la place centrale qui était la sienne dans les deux derniers siècles.

## **1.2 Le « Pacte de Stabilité Eurasien »**

### **Un moyen fédérateur pour un multipolarisme de groupe.**

C'est dans ce contexte que la proposition d'un **Pacte de Stabilité Eurasien** apporte une contribution d'ensemble à la stratégie de l'Union en matière de politique extérieure et de sécurité énergétique. **Son but est de prouver que la stabilisation de la région affecte directement la sécurité de l'UE et sa stratégie politique d'acteur global.**

L'idée centrale repose sur l'unité conceptuelle d'un **nouveau paradigme**, l'**Eurasie**, qui demeure le **balancier du pouvoir mondial**.

En effet, ce nouveau paradigme détermine déjà la politique étrangère, de sécurité et de défense des puissances majeures de la planète, les Etats-Unis, la Russie et la Chine et dicte également la conduite des puissances régionales moyennes comme la Turquie et l'Iran.

L'UE a ainsi un intérêt primordial à la reformulation de ses critères d'analyse et de décision et, à partir de ce constat, à la hiérarchisation de ses engagements régionaux dans le monde et à la recherche de solutions aux mouvements migratoires incontrôlés.

Cela implique la participation directe d'une Union plus forte à la gouvernabilité du système

international, qui demeure partiellement coopératif et largement conflictuel.

**L objectif du pacte est de créer un nouvel espace géopolitique, apte à constituer une zone d interposition et de stabilité entre l Europe et l Asie orientale, entre le monde slave et l univers musulman, un carrefour d échanges ouverts et une plaque tournante des approvisionnements sécurisés. La stratégie à laquelle il s inspire est fondée sur le souci d une coopération intercontinentale, reposant sur la prévention et le règlement des conflits. La gouvernabilité du système planétaire et l émergence de l Europe comme puissance mondiale informelle, en seraient ainsi sensiblement favorisées. Compte tenu du déclin relatif des Etats-Unis dans un monde globalisé, l instabilité générale pourrait en être aggravée.**

A la lumière de ce qui a été dit, un « Pacte de Stabilité Eurasien », permet à l UE de **construire des partenariats durables en Eurasie**, fondées sur un pouvoir de désenclavement pour le commerce et l échange et sur un pôle fédérateur crédible pour les relations de peuples à peuples. Au niveau du système international il représente le relais manquant dans l évolution vers un **multilatéralisme de groupe, incluant en son sein des grandes puissances**, et vers des formes **d interdépendance régionales plus articulées**

Il est utile d insister sur le rappel que toutes les questions géopolitiques liées aux défis de stabilité et de sécurité dans l axe qui va de la Mer Baltique au Caucase du Sud et du Maroc à l Asie Centrale, en passant par le Moyen-Orient et le plateau turc, **sont des questions vitales pour l UE**, car elles touchent à l intérêt commun de l ensemble des pays membres. Ce multilatéralisme de groupe laisserait une place importante à une Alliance Atlantique mondialisée, bref à un concert des démocraties constituant un choix alternatif à l ONU, affaiblie par son incapacité d agir.

Par ailleurs il est utile de souligner que certains des **défis** à la stabilité de la région sont d ordre politique, d autres d ordre géopolitique, d autres encore d ordre stratégique et énergétique. Au **plan général**, ils impliquent tous les grandes puissances de la planète, l UE, la Russie, la Chine,

les Etats-Unis et l'Inde.

### **La sécurité régionale est une composante essentielle de l'équation de sécurité globale**

Dans cette région immense, le **défi stratégique majeur** pour l'UE, est de devenir le garant de l'indépendance et de la souveraineté de ces pays, d'affirmer le pluralisme géopolitique et pas seulement démocratique, et de faire en sorte qu'aucune puissance ne puisse contrôler, ni dominer de manière exclusive, le pivot géographique de l'Histoire. Dans cette région une corrélation semble s'imposer entre les généralisations de l'histoire et les schématismes rationnelles de la géographie.

**L'Europe a l'obligation de s'associer à tout effort visant à apporter sa propre vision du monde et son projet de sécurité multilatérale transeurasienne, en proposant ses solutions dans une zone d'intérêt capital pour la planète. Face à une Amérique plus engagée et plus distante, l'UE doit assumer des responsabilités géopolitiques plus lourdes, au sujet d'une mondialisation déferlante ou d'une stratégie énergétique qui lui fait défaut.**

### **1.3 Vers une Ostpolitik mondiale de l'UE?**

Penser par l'espace signifie pour l'Europe rééquilibrer sa vision et son rôle dans le monde. L'Ostpolitik allemande a resitué l'unité politique de l'Allemagne, à l'époque de la bipolarité, dans la perspective du dégel du continent, dans l'esprit d'une rupture de la guerre froide et dans le souci d'une stabilisation du dialogue Est-Ouest. L'Ostpolitik mondiale de l'Union à l'âge de la multipolarité placerait le continent dans le prolongement d'une géopolitique eurasienne, en rejetant les dispersions des élargissements successifs et prônant une nouvelle approche de la stabilité. Cela exige un autre regard sur la scène planétaire et en particulier sur l'Asie, la plus grande masse continentale et géoculturelle du monde. Une nouvelle « route de la soie », sécuritaire, énergétique et commerciale pourrait lier l'Asie centrale au Golfe, allant du pays de Tamerlan au royaume chérifien. Elle procéderait par les lignes internes de la masse euro-asiatique, en dessinant un « grand

croissant » intérieur qui, de l'Ouzbékistan bifurque vers Bagdad et du « Pivot des terres » vers le détroit de Gibraltar. Il s'agit d'un faisceau vital pour l'Union entre l'Europe occidentale et l'Asie orientale et entre le Nord et le Sud du monde. Le long de ce faisceau incluant le Caucase du Sud et la Caspienne, l'impératif stratégique primordial s'appelle stabilisation politique et rejet des extrémismes, conditions capitales pour la sauvegarde des garanties démocratiques et de droit et pour tout progrès et développement sociétal.

Renouer avec l'Asie, c'est renouer autrement avec la Russie et avec la Chine, l'Inde et l'Iran. C'est imaginer l'avenir géopolitique du continent sur les arrières du Proche-Orient et de l'Asie Mineure. C'est replacer le plateau turc dans sa jonction de plaque tournante intercontinentale, qui est historiquement la sienne, marquant sa contiguïté géopolitique d'un caractère de discontinuité stratégique vis-à-vis de l'Europe. Dans ce contexte, l'Union euro-méditerranéenne s'insère comme le segment méridional d'une ceinture afro-urasienne du continent, inscrit sur la bande longitudinale du grand croissant est-ouest. Penser par l'espace signifie surtout, pour l'Europe, de se refuser à être définie comme un pôle subalterne de l'Occident, en revendiquant un rôle fondamental de « balancier mondial » et de « fenêtre ouverte » sur l'Orient. Cette nouvelle « conscience de soi » géopolitique est fondamentale car, par cette configuration, élargie à l'Asie Centrale, l'Europe refuse de devenir prisonnière d'un rapport institutionnel à sens unique ou d'être figée aux instabilités du Proche-Orient tumultueux. Le centre des préoccupations eurasiennes et la clé des nouveaux paradigmes géopolitiques de l'Union européenne, reposent sur le pari de replacer l'Europe au cœur de l'histoire et de faire de la stratégie eurasienne le laboratoire d'une volonté géopolitique commune, équivalente à celle des Etats-Unis.

#### **1.4 L'Union européenne et l'Asie centrale,**

##### **Un espace de coopération et de sécurité**

Le cœur de la « Terre centrale » est constitué par l'immense région charnière située au



croisement de deux axes, l'axe Est-Ouest (Europe, Orient, Asie) et l'axe Nord-Sud (monde slave, monde musulman) en surplomb sur le subcontinent indien et son océan. Peut-on définir cette zone comme une mosaïque ethnique, comme le centre d'une aire de pouvoir vacant et disputé à la manière de Brezinski, juste après l'effondrement de l'URSS? Faut-il inclure dans ce regroupement les neufs pays<sup>2</sup> dont certains font partie du Caucase du Sud et de la Grande Mer Noire et les intégrer par ce fait dans l'équation stratégique du «Balkans eurasiens» ?

Le temps presse l'Union européenne à décloisonner cette zone d'interposition entre l'Europe et l'Asie Orientale et en faire un espace de coopération et de sécurité.

Les objectifs de cette percée obéissent à plusieurs ordres de considérations :

- **fixer les limites politiques et territoriales** de l'UE, ainsi que celles des élargissements et des demandes d'adhésion, et soutenir ses choix à l'aide de moyens conséquents
- faire de l'Europe un **partenaire influent** dans une politique mondiale redéfinie.
- **favoriser un dialogue** et une **planification mondiale**, par l'identification des défis à affronter collectivement (détérioration de l'environnement, surpopulation, fanatismes, pandémies, catastrophes naturelles).
- **fixer un agenda de sécurité planétaire** au XXI<sup>ème</sup> siècle, qui ait pour mission d'adapter le rôle de l'Occident dans son ensemble à une phase d'éveil du monde. Et cela sous l'effet des menaces que font peser sur la planète les turbulences nouvelles, exacerbées par les arsenaux nucléaires et par les dynamiques de puissance en Extrême Orient, et dans les Grands Balkans Eurasiens.

Trois enjeux y apparaissent immédiatement :

- la géopolitique des ressources
- l'affirmation de l'Asie
- l'extension de la zone d'influence potentielle de la Chine

---

<sup>2</sup> Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirgysistan, Afghanistan, Azerbaïdjan, Arménie, Georgie, Turkménistan.

A la lumière de ces prémisses, le projet d'un « Pacte de stabilité eurasien » apparaît comme le meilleur moyen pour construire des alliances durables en Eurasie, fondées sur une cohérence géopolitique incontestable et sur un pouvoir fédérateur équivalent à celui des Etats-Unis. Au niveau du système international, ce projet représente par ailleurs le relais manquant vers une forme de multipolarisme coopératif à vocation mondiale, et vers des ajustements politiques, fondés sur des relations d'interdépendance régionale équilibrées. Il pourrait être le terrain de vérification de deux hypothèses centrales de l'actuelle conjoncture stratégique: celle du « dialogue » ou « du choc entre civilisations », ou encore, celle de l'antithèse apparente entre stabilité et droits de l'homme.

La projection de l'Union européenne vers le Caucase et l'Asie centrale peut satisfaire aux objectifs suivants:

- développer un accès différencié aux ressources de la région, surtout énergétiques, en alternative au Golfe, précieux en situations de crise
- prévenir l'extension des zones de conflit à proximité de l'Europe du Sud-Est et du Golfe
- éviter l'affirmation dans cette région centrale de l'hégémonie d'une seule puissance (Russie, Chine, Etats-Unis)
- étendre des garanties de stabilité et de sécurité à Moscou, Téhéran et Pékin.

### **1.5 L Ostpolitik de l'UE et ses dimensions**

Quant à cette nouvelle Ostpolitik de l'Europe, des dimensions nouvelles doivent être abordées:

- celle de l'inversion des relations traditionnelles entre l'Europe et l'Asie
- celle du rapport entre terrorisme et islamisme
- celle du principe essentiel de l'utilité de la force en situations de « crises ouvertes »
- celle du Link entre « Soft » et « Hard power », bref entre influence et coercition

Elles ouvrent sur plusieurs pistes de réflexion.

**Quant à la première**, si la bipolarité avait enfermé l'Europe dans la partie occidentale du continent,

la nouvelle phase de l'Histoire restitue à l'Europe à son passé et à sa diversité. L'élargissement de l'UE et ses perspectives lui permettent de prendre à revers les puissances terrestres euro-asiatiques par l'entendue de la projection des forces que justifie sa puissance navale et insulaire. Cette projection est rendue possible par l'accès aux zones côtières de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Caspienne, et par celles du Golfe, de l'Océan Indien et de l'Asie du Sud. C'est une donnée que sous-tendent la théorie et la stratégie navales contemporaines, appuyées sur l'anneau des bases périphériques et insulaires allant du Japon à Taïwan, puis à l'Indonésie et qui demeure la condition géographique de l'unification tendancielle des terres par la maîtrise des mers. Par ailleurs s'oppose à cette inversion des rapports traditionnels entre l'Europe et l'Asie allant désormais de l'Ouest vers l'Est, la manœuvre de contournement stratégique de la Chine. Cette manœuvre est double, elle est orientée en direction de l'Afrique au Sud sous la poussée énergétique et commerciale et vers la Sibérie Orientale au Nord, sous sa puissante vague modernisatrice, démographique et culturelle. C'est ainsi que la Chine tend à occuper en Asie, peu à peu, la place centrale qui était celle jadis de la Russie, en poussant plus loin les bornes de sa puissance. Par ailleurs du point de vue du déplacement de l'axe de gravité géopolitique et économique du monde, le véritable clivage entre Orient et Occident se situe désormais au niveau de l'Océan Pacifique. Compte tenu de ces considérations, un « Pacte de Stabilité Eurasien » de l'Union a pour fonction majeure d'interdire à une « coalition des pivots des terres » de souder les puissances continentales en fonction anti-occidentale, en les détournant d'une « politique du pivot ». Elle a également pour fonction d'interdire à l'Empire du Milieu de remplacer la Russie en Sibérie Orientale, par une pression démographique irrésistible, car le pays du Chung Kuô pourrait ajouter une façade océanique au potentiel de ressources de l'intérieur du continent, en menaçant ainsi la liberté du monde.

**Quant à la deuxième**, elle part du postulat de l'entrée, avec le terrorisme, dans l'ère de l'asymétrie et de la menace déterritorialisée. Il s'agit d'une menace qui, comme dans le cas du nucléaire iranien, représente la montée en puissance d'une force nationaliste revendicatrice et la

recherche, dans la stratégie d'Al Qaida (Al Qaida signifie base), de bases d'entraînement opérationnelles à l'échelle de toute l'étendue de l'Islam. Les deux ancrages islamistes successifs d'Al Qaida, aux deux extrémités occidentales (Maghreb) et orientales (Afghanistan), relancent l'exigence d'une analyse des métamorphoses du jihadisme. Ce dernier, à travers des réseaux structurés, entretient des échanges permanents, idéologiques et opérationnels, avec l'axe central et moyen-oriental d'Al Qaida.

L'Ostpolitik eurasiatique de l'Union européenne pourrait permettre de faire bouger l'Iran sur le problème nucléaire, suscitant un consensus « soft », autour d'un projet sécuritaire et multilatéral d'isolement et de sanctions, nécessairement « hard ». Sa fonction stabilisatrice n'épuise guère le sujet historique, constitué par la relation de l'Europe avec le monde arabe, le Maghreb, et avec le Proche et le Moyen-Orient. Il n'épuise non plus au Proche-Orient le problème d'une résolution de la question israélo-palestinienne. Celle-ci va bien au-delà du rapport entre Islam et terrorisme, car elle précède l'effondrement de la Sublime Porte (1918) et se rapporte à l'équilibre instable qui a prévalu au XX<sup>ème</sup> siècle entre les puissances continentales et les puissances du Littoral dans les régions du Croissant intérieur. De surcroît, le partage du Moyen-Orient et la question israélo-palestinienne exaspèrent la « guerre froide inter-arabe » et touchent à la rivalité entre le Caire et Bagdad pour la direction du monde arabe. Elles remettent également en cause la vieille ambition de réunir, dans une seule configuration politique et étatique, le « Croissant fertile » (Syrie, Liban, Israël, Jordanie et Irak actuels) et mettent en échec le projet d'une forme politique unifiante, idéologico-religieuse, celle islamiste du Califat, à forte empreinte utopique.

Cette extension de l'assise géopolitique et sécuritaire de l'Union, allant du Maghreb à l'Asie Centrale, en passant par le Proche-Orient et le Caucase, aurait pour fonction de rendre indispensable à la Communauté euro-atlantique une Ostpolitik audacieuse, que seule l'Europe pour concevoir et mettre en œuvre. Celle-ci pourrait s'insérer aisément aujourd'hui dans le cadre des débats qui ont

engagé la réflexion et l'action de l'Alliance atlantique et de l'Occident depuis la chute de l'URSS. Un autre avantage consisterait à faire assurer à l'Europe des responsabilités réalistes dans le « Grand Jeu » mondial, celui de l'Asie Centrale, aux alliances globales, et celui du « Grand Jeu » moyen oriental, aux alliances régionales et paradoxales (libanais chrétiens, républicains laïques et nationalistes d'Egypte, saoudiens wahhabis et exclus du rêve saoudien).

Le soubassement de ce projet repose sur la constitution, coopérative et simultanément conflictuelle d'un **nouveau « containement »** autour de la stratégie américaine qui s'oppose au « Linkage » conjoint du jihad global et des « Etats voyous », de la radicalisation islamiste et des Etats délinquants. Ce jihad global manifeste toute sa virulence, par ses ramifications multiples, dans les convoitises soudanaises en Corne d'Afrique, qui profitent à l'Empire du Milieu. De manière générale et en ces différentes périodisations, l'islamisme, désormais à l'heure d'Al Qaida, est difficile à examiner autrement que comme une opposition politique violente contre l'Occident et comme une opportunité et une porte ouverte de l'Extrême Orient et de la Chine au sein du monde occidental.

**Quant à la troisième piste de réflexion**, celle qui concerne le débat stratégique et le souci d'une ceinture de stabilisation large de l'Union européenne sur le flanc sud et sud-est, maritime et continental, les profondes mutations dans la nature et la logique des conflits impliquent une exigence d'éclairage essentiel sur l'utilité ou l'échec de l'emploi de la force en situation de crise ouverte.

## **1.6 Notes sur l'emploi de la force dans les théâtres extérieurs**

L'orientation géopolitique de l'UE vers l'Asie centrale doit tenir compte de la reconnaissance de « l'intérêt européen » commun pour cette zone et donc d'une synthèse stratégique entre au moins trois pays, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Ce sont là des réflexions sur les buts stratégiques à long terme qui peuvent constituer les bases d'une politique étrangère de l'Union. Les

réflexions d'ordre militaire doivent y contribuer pour leur part. En ce qui concerne ce dernier, trois mutations majeures sont intervenues depuis les années quatre-vingt-dix et concernent l'utilité et les limites de l'usage de la force dans les actions de stabilisation. Ces mutations ont trait à l'environnement extérieur, celui des théâtres où se déploie l'action de crise, de contre-insurrection ou d'anti-terrorisme. Elles concernent la finalité de l'action militaire, l'évolution de la conflictualité et de celle de l'ennemi, qui est l'adversaire ou l'insurgé de demain. L'imprévisibilité des enjeux de conflit modifie dès à présent nos systèmes de force. En amont de ces considérations, l'outil militaire, conçu pour satisfaire à des exigences politiques, devra s'adapter à des doctrines, dictées par la logique des coalitions plutôt que par celle des alliances permanentes. Ainsi, dans ces théâtres lointains, l'Asie centrale, le Golfe, l'Afrique, le national cédera le pas au multinational et il devra faire place toujours plus à l'interopérabilité des forces. Dans ce glissement opératoire, le politique (ou l'interministériel) au niveau national, et l'intergouvernemental au niveau européen, définiront la finalité politique et les planifications globales. Les forces interarmées, agissant sur des théâtres lointains, seront de plus en plus déconnectées, au plan psycho-politique, des populations et des opinions nationales, au nom et dans l'intérêt desquelles agit l'outil militaire. L'action locale, qui se déploie en espace ouvert et face à des populations otages, désagrège la stratégie en une série de moments tactiques et engendre une action discontinue sur des cibles dispersées. Dans ce cadre, l'organisation des combats dépend moins des armes cinétiques (ou de destruction physique) que de la capacité de rassembler l'adversaire et de le pousser à se constituer en cible pour l'appui aérien. Ainsi, à la limitation de la liberté d'action des forces, s'opposent, grâce à la médiatisation des conflits, la capacité de résistance des opinions. Dans ces conditions, « l'épreuve de volonté » l'emporte sur « l'épreuve des forces ». Sur le terrain, la dispersion de l'ennemi oblige à disposer de plus d'informations sur ses mouvements et sur sa tactique. C'est là que le « brouillard » de la guerre s'épaissit et affecte la mobilité stratégique, au détriment de la « protection » des troupes et des populations. De la sorte le but de campagne semble définir une ère de conflits nouveaux, caractérisés par l'irréparabilité de l'adversaire et par des engagements longs, dans lesquels prévaut

la notion de stabilisation, plutôt que celle de bataille décisive, propre à la guerre classique. A une phase de coercition initiale, brève et à impact violent, succède une phase où la normalisation, assurée par la présence de troupes au sol, exigera d'intégrer une dimension civile importante. La dominante y sera diplomatico-politique. Dans cette situation la stabilisation devient l'objet de négociations permanentes entre acteurs divers, aux prises et non engagés. C'est pourquoi la forme supérieure de l'enjeu stratégique et de l'effet stabilisateur devient de type non militaire. Il engage, en amont et au préalable, les gouvernements, les forces locales et les acteurs des coalitions mises en place. Il en résulte que le résultat à atteindre, la stabilité ou la stabilisation d'une zone très vaste et dispersée doit être atteint, préalablement à tout engagement, par la consolidation des pouvoirs et des gouvernements, offrant des gages de solidité et de durée, car, toute action de crise égare des objectifs idéaux du respect des normes et des garanties ordinaires du droit. Cette considération renforce l'exigence d'un « Pacte de Stabilité Eurasien ».

Les capacités d'adaptation permanente que requièrent ces nouvelles missions, resserrent l'écart entre civil et militaire et étendent le métier du soldat, de la fonction d'opérateur de violence et de coercition, à des exigences nouvelles d'analyste et de diplomate, de négociateur et de manager en « social building » et poussent parallèlement à un renouvellement permanent de l'outil militaire et de sa doctrine.

### **1.7 Le « Grand Défi » de l'Occident**

Par ailleurs et sur un plan plus général, le grand défi de la stratégie occidentale est de renverser les succès des « guerres d'éveil identitaire », insurrectionnelles ou terroristes, en sapant leur légitimité. Adopter une stratégie de contre-terreur est inacceptable en démocratie et impraticable dans les pays où la fusion du peuple et de l'insurgé (ou du terroriste), constitue la clé du succès militaire et de combat contre l'Occident. La « pacification au cS sur des populations » relève d'une équation différente de celle clausewitzienne ou maoïste. Elle vise à établir les conditions dans lesquelles l'indépendance ou la stabilisation, peuvent être atteintes par des méthodes non militaires. Cet

objectif peut se bâtir sur la confiance ou sur le dialogue politique. Le mot moderne de victoire peut être ainsi appelé stabilité ou pacification. Celle-ci n'exclut ni rivalité ni confrontation politiques, mais fait en sorte de reléguer le conflit à des objectifs sub-stratégiques, en évitant l'affrontement sociétal ou la dérivation vers des situations de non droit. Le champ du stratégique est davantage défini par les équilibres du politique et par la dominance médiatique. Le primat de la dimension stratégique est relégué à la sphère « dissuasive », celle du rapport des forces politiques mondiales. Ce rapport est articulé en plusieurs niveaux de pouvoirs : au niveau de la « balance » régionale, à celui des acteurs supranationaux, puis des institutions intergouvernementales et enfin des coalitions. La forme d'autorité qui en résulte est légitimée par l'effort de gestion de crises ou par les combats menés à l'échelle sociétale, subnationale, ethnique et tribale, qui constituent l'échelle des vulnérabilités effectives. C'est le niveau conflictuel des épreuves limitées et de longue durée, dont l'enjeu, par sa connotation culturelle, religieuse ou civilisationnelle, peut-être tenu pour illimité. On a à faire ici à des « conflits à dissymétrie inversée », caractérisés par le fait qu'à la dominance technologique d'une force, s'oppose la dominance motivationnelle et psycho-politique de l'adversaire. A cette dichotomie correspond une autre opposition, celle du droit et du non droit, par laquelle s'affirme l'arbitraire des intégrismes traditionnels et religieux et conjointement le radicalisme de l'utopie, porteurs d'une lutte sans fin et sans merci. Ainsi, pour revenir à la géopolitique eurasiennne, penser l'espace pour l'Union européenne, ce n'est plus seulement penser la géographie et la guerre, mais le conflit culturel et les « dissymétries inversées » des conflits métapolitiques et postmodernes.

### **1.8 L'Eurasisme occidental, comme stratégie intellectuelle**

Le regard eurasienn de l'Europe suggère l'idée que sa mission nouvelle est de conquérir l'Eurasie par une diplomatie plus proche de l'histoire et d'en suivre l'évolution par un réseau d'alliances et de points de force efficaces.



Dans un cas, l'Europe pratiquera la politique réaliste de la Balance of Power, dans l'autre la maîtrise classique des mers, des détroits, des voies de communications, des péninsules et des îles.

Au plan d'une géopolitique identitaire ou d'une stratégie d'ordre culturel, le « Eurasisme » de l'Ouest peut-être défini non seulement comme le dépassement des vieux paradigmes de l'Europe régionale et bipolaire, mais comme une stratégie intellectuelle soustraite aux schèmes abstraits de l'Europe fonctionnaliste. **L'Eurasisme se caractérise par le refus du criticisme néokantien et par le retour nécessaire de l'organicisme et de la puissance** Il est par ailleurs aux antipodes de l'idéalisation du droit, des libertés formelles et de la démocratie, en raison éminemment de leur réductionnisme historique, sociologique et culturel, bref de leur idéologisation. L'Eurasisme de l'Europe ne peut être celui du monde slave, christianisé par Byzance, exprimant le chevauchement des steppes venant du sud fermé et inaccessible de l'Asie, mais l'expression du monde latino-germanique, épris des valeurs ouvertes de la liberté et du droit.

### **1.9 L'Eurasisme russe comme dilemme identitaire.**

Au niveau des équilibres linguistiques et culturels le choix de Byzance par la Russie a produit l'épanouissement de l'âme russe dans un contexte oriental, permettant à la psychologie nationale de se développer et de s'embellir dans une conception de la vie globale, tandis que le « corps » ou la corporéité de l'influence occidentale latino-germanique ont été étrangères à la créativité artistique de l'âme russe.

Cette même distinction de « corps » et « d'âme » s'applique aujourd'hui à l'impossibilité d'épanouissement des langues continentales, français, allemand ou italien, en leurs subtilités spirituelles, dans la corporéité d'une langue étrangère simplifiée qui est aujourd'hui la langue mondiale des techniques et de l'administration des affaires.

Ainsi les deux aires linguistiques qui regroupent les tronçons expressifs relayés à la culture spirituelle de l'âme, le tronçon orthodoxe et le tronçon catholique romain, s'opposent à la culture gestionnaire du « corps » et de la « matérialité ». Concilier les deux âmes, c'est refonder «l'Eurasisme occidental» sur une géopolitique de la différence. Ce n'est pas accepter ou refuser dans le giron des démocraties la Russie poutinienne, mais d'identifier dans cette Russie la fusion et la continuité de la horde, russifiée puis byzantinisée et soumise aujourd'hui au pouvoir autocratique d'un empire eurasien superficiellement occidentalisé.

L'Eurasisme de l'Ouest ne peut être identifié à l'universalisme de la démocratie au mépris de la stabilité, ni à l'exaltation de l'idéalisme abstrait, à l'instar du réalisme des traditions et des régimes de pouvoirs autocratiques. La promotion de la démocratie et des droits individuels se heurte dans le monde à d'autres conceptions du « bien » politique, ayant pour but d'accomplir des valeurs sociétales, compatibles avec des formes politiques spécifiques. Dans ces cadres, où les défaillances de l'organisation sociétales sont globales, l'avancement de la démocratie ne peut être la priorité stratégique des pouvoirs. Si le but du pouvoir est le « bien » politique, la priorité des objectifs poursuivis porte sur la « nature » de ce bien, sur l'écart entre l'idéalisation de sa finalité et l'éloignement de sa promesse. L'universalisation de la démocratie ne peut s'affirmer qu'aux conditions de pactiser avec la stabilité du pouvoir, la spécificité des traditions et des expériences, et les résistances des corps sociaux intermédiaires.

Dans les sociétés traditionnelles, où prime la stabilité et l'ordre, la démocratie, comme forme de « gouvernement du peuple et par le peuple » est absolument inconcevable, car la démocratie est saisie comme anarchie, licence et immoralité des groupes, et comme corruptibilité des principes premiers. Dans ces pays, où le pouvoir appartient depuis les temps immémoriaux à un homme, roi, despote, héros, garant de l'imaginaire collectif ou sauveur du groupe, l'idée selon laquelle le peuple soit en même temps régisseur du destin, législateur des espoirs et magistrat de justice, est loin de

l'expérience de la plupart des collectivités traditionnelles.

La subversion de ce legs immémorial est un épouvantail dont se servent les démagogues pour désacraliser l'autorité et pour tromper le peuple. La démocratie, identifiée au sort de suffrage et à la puissance des droits individuels, présuppose l'existence de l'individu citoyen.

Elles présuppose une société d'égaux ayant rompu avec la tradition ou étant en ruptures avec elle. Celle-là est contraire à l'expérience de structures, parentales et hiérarchiques des sociétés du passé. Par ailleurs, la démocratie ne peut être un régime politique en contraste avec un certain régime social. L'égalité formelle implique le suffrage universel et ce dernier, par la fiction de la souveraineté, la dépersonnalisation de l'autorité et la sacralisation normative de la loi.

La stratégie culturelle de l'Eurasisme exige la transition d'approches abstraitement rationalisantes vers d'autres, plus particularistes et littéraires, plus anthropologiques et historicisantes, ayant pour référence des principes moins déterministes et plus psychologiques. Ce renouveau conceptuel fera du « Volk Geist » et de l'histoire des mentalités, une autre composante de la géopolitique de la culture et de loin la moins négligeable. Il s'agit d'une pétition de principe aux antipodes de l'approche quantitative ou formalisée des relations internationales, car elle fait de l'héritage des pères et de la culture de l'esprit, une base de compréhension et d'influence de cette nouvelle orientation eurasiennne de l'Europe de l'Ouest, la pierre angulaire d'une nouvelle vision de l'avenir européen dans le monde.

# **L Union européenne et les nouveaux paradigmes de la sécurité**

Par

**René Leray**

Face aux évolutions du monde telles qu'elles se dessinent à horizon de 20 ans (voir notamment le récent ouvrage « Europe 2025 ») il est urgent que l'Union européenne s'engage, au-delà des progrès déjà accomplis en matière de sécurité et de PESD, dans un travail en profondeur de « consolidation stratégique ».

Le monde à venir sera en effet caractérisé par quatre dimensions majeures qui toutes constitueront autant de défis pour la sécurité et pour l'homogénéité politique de l'Union et de ses Etats membres.

Le retour, dans un monde devenu multipolaire, à la pratique de politiques de puissance jouant sur tous les tableaux (la dimension militaire mais aussi la manipulation des vulnérabilités et des menaces asymétriques) et conduites par des acteurs plus nombreux, certains de taille globale et d'autres de taille régionale.

Le « jeu international » de la sécurité et de la dominance (et contre dominance) en sera compliqué d'autant et en sera d'autant plus dangereux.

La nécessité croissante d'une régulation internationale large (environnement, énergie, transport maritime, risques de pandémie) et rénovée à la fois dans ses objectifs et méthodes (FMI et OMC) et dans ses bases de légitimité (réforme du Conseil de sécurité des Nations unies).

La multiplication (du fait de l'accélération/ multiplication/ diversification des flux d'une part, et des vulnérabilités systémiques, nationales, culturelles plus présentes) de possibilités d'expansion et combinaison des « nouvelles menaces » et de menaces asymétriques, depuis les formes les plus « avancées » de terrorisme international, jusqu'aux modèles nouveaux (dits « transverses ») de prolifération d'armes et techniques de destruction massive, en passant par toutes les formes, de plus en plus agiles et performantes, de criminalité organisée et de trafics illicites ainsi que la manipulation/ distorsion/ destruction des systèmes informatiques centraux et stratégiques, sans compter les éventuelles pandémies provoquées.

Le risque d'une sorte de « prolifération » d'Etats en déliquescence et d'Etats voyous offrant autant d'opportunités aux activités de criminalité mais aussi d'instrumentalisation, au service de politiques de puissance, des menaces nouvelles et des menaces asymétriques.

Face à ce monde là l'Union devra, sous peine d'être rapidement marginalisée, opérer un « recentrage stratégique », en commençant par ce qui est là ma thèse- non pas par le domaine de « la défense » au sens traditionnel du terme (même s'il s'agit de moyens et équipements très sophistiqués comme le bouclier anti-missiles), domaine pour lequel l'Union est en tout état de cause profondément divisée, mais par les domaines « économiques à forts contenu et portée stratégique » comme l'énergie, les transports (notamment le maritime) ou encore l'espace (projet GALILEO et projet GMES) voir (cela doit être débattu) le financier (problème des fonds souverains et des stratégies hostiles d'entrée dans des secteurs stratégiques comme l'aéronautique civile et militaire,

les réseaux électriques et gaziers, la gestion de l'eau, les systèmes informatiques centraux, les ports et installations portuaires & ).

L'action de l'Union sur ces secteurs là viendra s'ajouter à une action résolue et pionnière en faveur de l'extension et de la rénovation du système multilatéral. Elle devrait pouvoir bénéficier (car les bases juridiques sont en général bien établies en ce sens) de l'application de la « méthode communautaire », à condition cependant que cette même méthode communautaire très puissante soit nourrie de façon intensive et intelligente des dimensions de stratégie et de sécurité qui jusqu'ici lui font largement défaut.

Ce travail devrait être une priorité commune du futur président de l'Union (qui devrait être « équipé » à cette fin), du futur « haut représentant » à la fois président permanent du conseil affaires étrangères et sécurité, du prochain président de la Commission européenne, tant il est vrai que cette remarquable institution recèle des trésors d'expertise non encore pleinement utilisés au sens de l'approche ici préconisée.

R. LERAY

Professeur invité à l'Université catholique de Louvain et aux Facultés universitaires Saint Louis  
Attaché de recherche PESC à l'IERI

# L Europe à la reconquête de l ancien monde

## Une vision géopolitique pour l Union européenne le choix de « l Europe politique »

### Résumé

La géopolitique est une grille de lecture des relations internationales qui considère que la maîtrise du territoire est facteur de puissance (en fonction de sa taille, qualité, ou position géographique). Elle privilégie l analyse des rivalités de pouvoir sur le territoire entre Etats et donne des repères pour l action.

*Pour maîtriser au XXIème siècle dans un monde en pleine recomposition, c est la géopolitique comme stratégie intégrale et spatio-temporelle<sup>3</sup> qui fait office de démultiplicateur de puissance.*

C est en articulant la connaissance de la géographie et de l histoire dans un cadre spatial et temporel, et au service d un objectif politique, que la géopolitique devient une arme essentielle pour les Etats. La prospective, l anticipation donne un avantage sur son rival pour l affronter ou l allié pour l entraîner.

*La maîtrise de l espace-temps d un acteur géopolitique dépend de sa capacité d anticipation sur l espace temps des autres.*

Quelles conséquences pour l Union européenne?

Les grandes puissances qui vont compter dans la constellation géopolitique multipolaire en devenir projettent leurs ambitions à l échelle mondiale. Elles vont utiliser toutes les potentialités que la géographie et l histoire peuvent leur offrir dans leur quête de puissance.

*Que pèse « l empire des normes » comme aime se décrire parfois l Union européenne face aux doctrines géopolitiques des autres puissances ?*

Un nouveau « cycle géopolitique » européen a succédé au « cycle néo-fonctionnaliste » et « fédéraliste » depuis la fin de la guerre froide et le « grand élargissement ». Le retour des jeux d équilibre entre Etats membres a plongé l Union européenne dans la crise.

C est pourtant précisément parce que le monde devient multipolaire que l Europe doit s éloigner de la multipolarité. L Europe est passée du rang d acteur secondaire pendant la guerre froide au rang d acteur périphérique dans la nouvelle centralité stratégique de la géopolitique mondiale. Les stratégies géopolitiques contradictoires des Etats membres sont un facteur incapacitant. L absence d une stratégie géopolitique commune aux européens empêche l Union européenne de transformer ses atouts en facteur de puissance.

Afin de peser sur la scène internationale, un repositionnement de l Union européenne est nécessaire pour que l Europe retrouve une nouvelle centralité.

C est dans la relation au monde que l Union européenne peut valoriser ses atouts, construire son identité, et jouer pleinement le rôle d acteur qui convient à ses potentialités.

*L Union européenne comme embryon de « l Europe politique » peut-elle réussir le passage d une géopolitique subie à une géopolitique choisie ?*

---

<sup>3</sup> La géopolitique, c est l acquisition de la connaissance territoriale et sa restitution en doctrine d action dans le temps et à plusieurs échelles.

<sup>4</sup> La manœuvre

-dans l espace: l alliance, la zone tampon, la zone d influence l endiguement, l alliance de revers, le contournement, l enveloppement, l avance ou le retrait,

-dans le temps : le temps court, le temps long.

La géopolitique sera doublement utile pour l'Union européenne:

- comprendre les enjeux internationaux dans le nouveau théâtre mondial du XXIème siècle,
- construire une stratégie de puissance pour s'insérer sur l'échiquier mondial.

Le choix de «l'Europe politique», finalité de la construction européenne, passe par une vision géopolitique soutenant «l'Europe puissance», condition et moyen pour accéder au rang d'acteur géopolitique autonome. *Aujourd'hui dépourvue de sens, c'est en comblant le déficit géopolitique que la construction européenne comblera son déficit démocratique.*

La stratégie géopolitique doit orienter l'action pour l'Union européenne selon des priorités territoriales et thématiques à trois échelles pertinentes : l'échelle mondiale, l'échelle eurasiennne et l'échelle régionale.

Les Etats européens ont été dans le passé des puissances maritimes, des puissances continentales ou une combinaison des deux. L'Union européenne doit donc assumer ses deux identités géopolitiques et articuler la puissance maritime (l'Union européenne détient le premier territoire maritime mondial) et la puissance continentale pour assurer sa sécurité et l'épanouissement de sa civilisation. Si la maîtrise du territoire est centrale, elle doit aussi valoriser et développer ses propres atouts dans un monde caractérisé par l'élargissement des facteurs de puissance (défense mais aussi économie, finance, énergie, culture, démographie, information...). La géopolitique permet de coordonner ces différents facteurs de puissance selon une stratégie spatio-temporelle.

L'Union européenne devrait assurer en priorité sa sécurité en manoeuvrant sur la masse continentale eurasiennne, dans l'espace euro-méditerranéen et euro-africain, et sur la mer, vecteur d'expansion géo-historique et futur de l'Europe.

L'Union européenne ne devrait pas être écartée du jeu des alliances qui se constituent par ajustement entre puissances du monde multipolaire en devenir.

Une politique d'alliances déclinées en fonction de ses intérêts sécuritaires, économiques, financiers, énergétiques, environnementaux, démographiques et culturels lui permettrait de diversifier ses relations extérieures à l'échelle mondiale. L'Alliance atlantique doit être revisitée dans le sens d'un plus grand équilibre. L'unité de «l'Occident» avancée par certains ne doit pas faire obstacle à «l'Europe politique». L'Union européenne ne doit pas se contenter de rester dans la périphérie des Etats-Unis.

L'échelle mondiale

L'échelle mondiale est l'ordre de grandeur des enjeux de la globalisation économique. C'est l'échelle de manœuvre d'une géo-économie européenne, stratégie de mobilisation de ses atouts économiques pour appuyer l'objectif de l'Europe politique et assurer sa sécurité et son expansion économique. Une «géopolitique des flux» est le complément indispensable d'une politique d'alliances pour atteindre la puissance.

En renforçant le rôle de l'Europe comme carrefour des échanges mondiaux, l'Union européenne peut ralentir sa dérive vers un statut périphérique dû à la perte progressive de sa centralité dans les affaires du monde.

L'Union européenne comme nœud incontournable des réseaux énergétiques, commerciaux, financiers et démographiques mondiaux pourra capter, pérenniser et orienter les flux nécessaires à sa sécurité énergétique et son expansion économique.

L'Eurasie et l'Afrique

L'Eurasie et l'Afrique sont des enjeux pour la sécurité et l'identité de l'Union européenne.

Le contrôle de l'Eurasie est l'enjeu de la géopolitique mondiale. L'Union européenne doit se positionner comme pôle indispensable à la politique de balance sur le continent eurasiatique, et de facto au niveau mondial. Sa sécurité et son accès à l'énergie doivent être traités à cette échelle. L'Eurasie représente « hinterland » énergétique et économique de l'Union européenne. Des alliances énergétiques avec la Russie et l'Asie centrale sont primordiales. Peuvent-elles ouvrir la voie à une alliance continentale ?

Le positionnement de l'Union européenne comme puissance duale maritime et continentale exerçant une influence stabilisatrice par une stratégie d'alliances et de zones d'influence sur le continent eurasiatique, complétée par des alliances dans l'espace euro-méditerranéen et euro-africain doit lui faire atteindre le seuil de puissance minimal pour exister aux côtés de la Russie et de la Chine. L'objectif est d'empêcher que l'Union européenne ne se retrouve isolée ou ne subisse des alliances sur le continent eurasiatique qui iraient à l'encontre de ses intérêts.

L'Union européenne peut progressivement faire de son « hinterland » géographique eurasiatique et africain, la zone géographique qui relève de sa responsabilité pour sa sécurité et le jeu d'équilibre mondial. À terme, une Union européenne qui se veut une « Europe politique » devra se transformer en alliance militaire, par la création d'une « avant-garde » d'États liés par une clause d'assistance militaire ou même un « noyau dur » de type intergouvernemental dans le cas d'un blocage de la part de certains membres de l'Union européenne.

Si la finalité de l'Union européenne reste l'Europe politique, la question du voisinage géographique et de l'élargissement de l'Union européenne est essentielle. La négociation d'alternatives aux perspectives d'élargissement permettrait à l'Union européenne de fixer ses frontières en fonction de ses objectifs géopolitiques ultimes : Préserver sa cohésion et son identité, et identifier ses intérêts de sécurité militaire, énergétique et commerciale.

Une alliance avec la Turquie et l'Ukraine devrait être préférée à l'élargissement. L'adhésion des États d'Europe orientale et du Caucase du Sud à l'Alliance atlantique, « antichambre » de l'Union européenne, devrait être évitée pour ne pas accélérer l'élargissement de l'Union européenne. L'élargissement de l'Alliance atlantique risque aussi une rupture avec la Russie qui détient la clé de la sécurité militaire et énergétique de l'Union européenne.

L'échelle européenne

L'Union européenne aujourd'hui multipolaire peut-elle se transformer en une Union européenne polycentrique ? L'Europe à 27 ne peut plus fonctionner comme l'Union avant le « grand élargissement ». Une formule institutionnelle ou à défaut une négociation intergouvernementale, y compris en dehors des institutions en cas de blocage, pourrait permettre l'émergence d'une « alliance centrale » plus large que l'axe franco-allemand, et futur squelette de l'Europe politique ou puissance. Cette formule réduirait les incohérences d'une dérive vers « l'Europe à la carte ». Cette « alliance centrale », « avant-garde » ou à défaut « noyau dur » négocierait une coordination entre les différents pôles pour la constitution de responsabilités géographiques différenciées, et transformer les perceptions asymétriques dues à la géographie en atout.



# Sommaire

**Introduction : la perte de centralité de l' Europe**

## **Le nouveau cycle géopolitique en Europe**

**Le nouvel horizon géopolitique et la crise de l' Union européenne**  
**Le déficit de réflexion stratégique et géopolitique**  
**De la nécessité d' une géopolitique européenne**

## **Les principes d' une géopolitique pour l' Union européenne**

**De l' utilité de la géopolitique**

**Principes de bases**

La nécessité de renouveler les mythes fondateurs  
La finalité de l' Union européenne  
Le territoire : enjeu de pouvoir et facteur de puissance  
La réhabilitation de la frontière  
La hiérarchisation des priorités

## **Une vision géopolitique mondiale pour l' Union européenne**

**L' Union européenne et l' échiquier mondial**

L' insertion dans le futur concert mondial

La géo-économie au service de la géopolitique

- La stratégie de l' araignée ou la géopolitique des flux matériels
  - Le Couloir maritime sud eurasiatique et africain : la route du Cap et le canal de Suez
  - Le Couloir eurasiatique et le « nouveau grand jeu »
  - Le Couloir arctique ou le « grand jeu » du Nord après le reflux de l' empire des glaces
- La géopolitique des flux immatériels

**L' Eurasie et l' Afrique, enjeux pour la sécurité et l' identité de l' Union européenne**

L' Eurasie, enjeu de masse critique pour l' Union européenne

L' élargissement et l' identité de l' Union européenne

La sécurité de l' Union européenne sur le continent eurasiatique et la défense de l' Europe

Le scénario prospectif de l' Europe politique

**L' échelle régionale: de l' Europe multipolaire à l' Europe polycentrique**

## **Institutions et politiques au service de la finalité de l' Union européenne**

**Adapter les institutions à la stratégie géopolitique de l' Union européenne**

**Adapter les politiques de l' Union européenne à sa stratégie géopolitique**

La politique d' élargissement  
La politique européenne de voisinage  
La nécessité d' une géostratégie européenne  
La nécessité d' une géo-économie européenne  
De nouvelles « géo-politiques » européennes

**Conclusion**

**Annexes : Cartes-croquis**

## **Introduction : La perte de la centralité de l'Europe**

Le paroxysme de l'affrontement entre puissances européennes a déclenché les deux guerres mondiales du XX<sup>ème</sup> siècle et engendré un déplacement du centre de gravité du pouvoir mondial de l'Europe au profit d'autres puissances périphériques. Les Etats européens, formant le cœur de monde pendant plusieurs siècles, ont été rétrogradés au rôle d'acteurs secondaires pendant la guerre froide, l'Europe de l'Ouest à l'abri du parapluie nucléaire américain, et l'Europe de l'Est intégrée au pacte de Varsovie sous tutelle de l'URSS.

Pourtant très vite, l'« Europe des six », embryon d'une Europe fédérale pour ses «pères fondateurs », est créée dans les années 50, sous l'impulsion d'un noyau d'Etats européens décidés à retrouver les moyens de leur souveraineté, avec le soutien des Etats Unis souhaitant renforcer le poids de ses alliés européens vis-à-vis de l'URSS. Alors que la construction européenne qui vivait sous la menace soviétique mais dans le confort de la paix n'avait que pour horizon l'Europe unie en deçà du rideau de fer, un événement majeur allait engendrer une nouvelle rupture historique : Les Etats Unis sortent vainqueurs de la «guerre froide », lorsque l'URSS, après l'émancipation de son glacis en Europe centrale dès 1989, s'est dissoute en 1991 laissant la place à une Russie réduite au rang de puissance régionale.

Les Etats Unis, plus de 500 ans après la découverte du nouveau monde, se retrouvent soudainement dans la position unique de ne souffrir d'aucun rival capable de les défier au niveau mondial. La tentation est alors grande de construire un monde unipolaire pour prolonger leur suprématie. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 sur le sol américain, au delà de la surprise créée par leur résonance symbolique, fera office de catalyseur pour le bouleversement volontaire par les Etats Unis du système multilatéral tel qu'ils l'avaient conçu au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

L'opération militaire menée en Afghanistan sous leadership américain jeta le trouble parmi les alliés européens devant la réticence des Etats-Unis à accepter les contraintes liées à la clause d'assistance militaire de l'Alliance atlantique. L'offensive en Irak en 2003 jeta un second trouble lorsque la nouvelle « coalition de volontaires » menée par les Etats Unis passa outre la nécessité en droit international d'un accord du Conseil de sécurité des Nations unies. Les membres de l'Union européenne se sont alors fragmentés en deux camps opposés au sujet de l'opportunité et de leur participation à la troisième guerre du Golfe. Les trois grandes institutions d'après guerre, l'Union européenne, les Nations unies, et l'Alliance atlantique sur lesquelles les pays européens avaient fondés tous leurs espoirs après la deuxième guerre mondiale pour fonder un nouvel ordre européen stable et pacifique, et peut être ensuite mondial, se sont retrouvées plongées dans une crise durable. Les référendums négatifs sur le projet de constitution européenne sont venus ajouter la crise à la crise. « L'Europe politique » invoquée par ses pères fondateurs piétine toujours.

Près de deux décennies après la chute du mur de Berlin, l'ancien monde a-t-il définitivement perdu sa centralité dans les affaires du monde ? Les nouvelles dynamiques géopolitiques de l'après guerre froide vont-elles confirmer le déclin de l'Europe ?

L'Europe est passée du rang d'acteur secondaire pendant la guerre froide au rang d'acteur périphérique dans la nouvelle centralité stratégique de la géopolitique mondiale. Afin de peser sur la scène internationale, un repositionnement de l'Union européenne est nécessaire pour que l'Europe retrouve une nouvelle centralité. C'est dans la relation au monde que l'Union européenne peut valoriser ses atouts, construire son identité, et jouer pleinement le rôle d'acteur qui convient à ses potentialités.

*L'Union européenne comme embryon de « l'Europe politique » peut-elle réussir le passage d'une géopolitique subie à une géopolitique choisie ?*

# **Le nouveau cycle géopolitique en Europe**

## **Le nouvel horizon géopolitique de l'Europe et la crise de l'Union européenne**

La mutation du système international issu de la fin de la guerre froide confronte l'Union européenne à de nouveaux enjeux :

- une incertitude sur ses frontières ultimes par la disparition du « rideau de fer » et par la limite floue entre l'Europe et l'Asie suivant les critères, géographiques, historiques ou culturels,
- l'ouverture de l'espace eurasiatique comme horizon d'expansion dans une perspective de poursuite de l'élargissement de l'Union européenne mais aussi de dilution du projet politique,
- la confrontation de l'Union européenne à des thématiques globales et de nouvelles menaces (globalisation économique, réchauffement climatique, terrorisme, pandémies),
- la fragilisation de ses fondements politiques par le changement de posture géopolitique de son allié principal, les Etats-Unis,
- de nouvelles opportunités en termes d'alliances avec d'anciens ennemis (issus de l'ex-URSS), mais aussi de nouvelles rivalités interétatiques,
- le retour des jeux d'équilibre (la pratique du « balance of power ») à l'extérieur de l'Union européenne (transition entre un système unipolaire dominé par les Etats-Unis et multipolaire), et entre les Etats membres de l'Union européenne.

## **Le déficit de réflexion stratégique et géopolitique dans l'Union européenne**

Pour inverser une tendance à la « renationalisation », la nécessité pour l'Union européenne d'élaborer une « stratégie géopolitique commune » à l'échelle mondiale existe déjà. En dépit d'une perception assez faible de la majorité des acteurs européens de cette nécessité. Paradoxalement, les études d'opinion montrent une attitude positive des européens en faveur d'une politique étrangère et de sécurité commune et d'une politique européenne de sécurité et de défense ayant son identité propre.

L'Union européenne rencontre pourtant de sérieux obstacles pour s'engager dans cette voie

- Une perception asymétrique des intérêts entre Etats membres (représentations géopolitiques associées contradictoires), en particulier en fonction de leur position géographique ;
- Les énormes différences entre Etats membres au sujet de l'acceptation d'un rôle militaire pour l'Union européenne;
- Une compréhension de la géopolitique mondiale parmi les élites encore parfois héritée de la guerre froide et d'un déficit de réflexion et de débat public au niveau politico-stratégique;
- L'héritage historique caractérisé par le poids prépondérant d'un Etat tiers, les Etats-Unis d'Amérique, dans la défense de l'Europe;
- Le manque de volonté politique résultant d'une dépréciation générale en Europe de certaines valeurs comme le patriotisme, la puissance militaire, l'identité;
- L'oubli souvent volontaire de l'héritage historique qui détermine en grande partie les comportements des Etats sur les temps longs, le passé étant perçu négativement par certains Etats membres et glorieux pour d'autres, rendant difficile la réappropriation par l'Union européenne de ses déterminants géohistoriques et l'insufflation d'un patriotisme européen complémentaire aux patriotismes nationaux ;
- Une cécité spatiale résultant de l'importance presque exclusive accordée à l'angle juridique, économique et politique dans les facteurs d'analyse, résultant en une incapacité à penser le territoire.

Les grandes puissances qui vont compter dans la constellation géopolitique multipolaire en devenir projettent leurs ambitions à l'échelle mondiale. Elles vont utiliser toutes les potentialités que la géographie et l'histoire peuvent leur offrir dans leur quête de puissance.

*Que pèse « l'empire des normes » comme aime se décrire parfois l'Union européenne face aux doctrines géopolitiques des autres puissances ?*

## **De la nécessité d'une géopolitique européenne**

Afin de dépasser la neutralisation réciproque des Etats membres par des jeux d'équilibres à l'intérieur de l'Union européenne, c'est vers le monde extérieur que l'Union européenne doit adapter sa stratégie pour s'insérer dans le jeu d'équilibre mondial. Jusqu'ici, l'ambiguïté constructive » repoussant sans cesse la question de sa finalité a été le fil directeur de la construction européenne. Elle est désormais incapacitante. L'initiative d'une stratégie géopolitique européenne devrait être portée par une alliance interne entre Etats membres, « coalition de volontaires » à l'échelle européenne, centre de gravité destiné à faire contrepoids dans le futur concert des puissances mondiales. C'est précisément parce que le monde devient multipolaire que l'Europe doit s'éloigner de la multipolarité.

Sans une vision géopolitique européenne soutenue par une alliance centrale de taille critique, et se matérialisant par une stratégie d'alliances et d'influence au niveau mondial, il est illusoire de penser que les Etats membres de l'Union européenne ne s'engageront pas sur la voie d'une géopolitique induite par une perception nationale des enjeux. Les forces centrifuges seront difficiles à maîtriser lors des crises internationales graves. Les visions géopolitiques « nationales » risquent au minimum de ne pas faire le poids devant les enjeux globaux, au pire d'être contradictoires et d'affaiblir l'Union européenne toute entière sur l'échiquier mondial.

La nécessité, disait Jean Monnet, est la meilleure contrainte qui puisse s'exercer sur les européens. La perception de cette nécessité n'est aujourd'hui pas forcément synchronisée avec les enjeux du moment.

A défaut d'une prise de conscience anticipatrice, les événements historiques<sup>5</sup> exerceront-ils une contrainte suffisante pour imposer cette nécessité dans l'esprit des européens ?

En privilégiant la conscience anticipatrice, la géopolitique sera doublement utile pour l'Union :

- comprendre et clarifier les enjeux internationaux dans le nouveau théâtre mondial de l'après guerre froide,
- construire une stratégie de puissance pour s'insérer sur l'échiquier mondial.

## **Les principes d'une géopolitique pour l'Union européenne**

### **De l'utilité de la géopolitique dans le monde qui vient**

Avec la multiplication des sources de puissances et de ses modalités, les jeux des rivalités se complexifient terriblement à l'échelle du monde caractérisé par l'hétérogénéité de la géographie physique et humaine et les expériences historiques différentes.

Avec la dissolution de l'URSS et l'effondrement de l'ordre de Yalta en Europe, d'anciennes

---

<sup>5</sup> Les crises internationales impliquant l'Union européenne ?

frontières administratives se sont transformées en frontières internationales<sup>6</sup>, provoquant le resurgissement de conflits de territoires et de frontières historiques qui avaient été enfouis sous l'effet de la domination soviétique.

Avec le « dégel » des territoires resurgissent tous les contentieux et inimitiés historiques, les conflits de frontières, mais aussi les nouvelles revendications. Toutes les hétérogénéités issues de la géographie physique et humaine et de l'histoire constituant autant de fractures géopolitiques anciennes et nouvelles peuvent être instrumentalisées dans la quête de puissance. Le contexte de la globalisation, couplé à une raréfaction des sources d'énergie et l'accélération du changement climatique fait de la combinaison de ces phénomènes un « cocktail » potentiellement explosif à échéance.

La recomposition du monde ressemble à une reconquête du monde !

L'âge de la globalisation, c'est aussi le retour de la géographie et de l'histoire. L'âge de la géopolitique succède-t-il à l'âge de la confrontation nucléaire?

La géopolitique est une arme décisive

*Pour maîtriser dans le monde en recomposition, c'est la géopolitique comme stratégie intégrale et spatio-temporelle qui fait office de démultiplicateur de puissance.*

La géopolitique, c'est l'acquisition de la connaissance territoriale et sa restitution en doctrine d'action dans le temps et à plusieurs échelles.

C'est en articulant la connaissance de la géographie et de l'histoire dans un cadre spatial et temporel que la géopolitique devient une arme essentielle. La prospective, l'anticipation donne un avantage sur son rival pour l'affronter ou l'allié pour l'entraîner.

*La maîtrise de l'espace-temps<sup>8</sup> d'un acteur géopolitique dépend de sa capacité d'anticipation sur l'espace temps des autres.*

Première puissance économique du monde, l'Union européenne montre des faiblesses au niveau des capacités militaires, l'accès aux ressources naturelles et sa démographie.

Pourra-elle faire l'impasse sur un réajustement de ses capacités militaires? Peut-elle compenser temporairement une position de relative faiblesse par la qualité d'une stratégie géopolitique?

*C'est moins l'insistance de l'Union européenne accordée au « soft power » par rapport au « hard power » qui l'empêche de jouer un rôle politique à sa mesure, que l'absence de stratégie transformant ses différents atouts en facteur de puissance.*

La géopolitique est en phase avec les paradigmes dominants du monde qui vient. Aller à contre courant de cette réalité pour l'Union européenne qui est de facto un acteur de rang mondial est une illusion dangereuse. Elle ne maîtrise pas encore tout l'outillage nécessaire et répugne à exercer la puissance. Si elle préfère promouvoir une fiction juridique qui lui sera utile pour une posture diplomatique incantatoire, elle restera inopérante sur les zones de collisions d'intérêts. Le prolongement de cette posture lui fera courir le risque énorme de l'obsolescence, du déclin et éventuellement la disparition pure et simple de l'histoire.

---

6 Selon Michel Foucher, plus de 14 200 km de frontières sont venus s'ajouter au 26000 km de frontières qui maillaient le continent en 1989, fragments d'Europe, Fayard, 1993

7 La connaissance territoriale dans le cadre de la géopolitique internationale est l'équivalent de l'intelligence territoriale pour l'aménagement du territoire

8 La maîtrise

-dans l'espace: l'alliance, la zone tampon, la zone d'influence l'endiguement, l'alliance de revers, le contournement, l'enveloppement, l'avance ou le retrait,

-dans le temps : le temps court, le temps long.

## **Principes de base**

### La nécessité de renouveler les mythes fondateurs

L'Union européenne est aujourd'hui un grand espace de stabilité et cela renforce d'autant plus le sentiment que l'objectif de la paix perpétuelle est atteint. La «construction de la paix» n'est plus suffisante pour la justification de l'intégration. Le mythe refondateur ne doit pas être construit sur une illusion juridique mais sur la défense de l'identité géopolitique européenne dans le monde. C'est dans la relation de l'Union européenne avec le monde extérieur que l'Union européenne peut approfondir son identité, prendre conscience de l'unité de sa civilisation, et retrouver sa finalité.

### La finalité de l'Union européenne

L'Europe politique doit rester la finalité de l'Union européenne. L'Europe politique est définie ici comme une alliance d'Etats européens, cherchant à se doter d'une autonomie de réflexion, de décision et d'action au niveau international afin d'assurer leur sécurité, défendre leurs intérêts vitaux, promouvoir les conditions d'épanouissement de leur civilisation commune. L'Union européenne ne peut se transformer en acteur géopolitique qu'en s'insérant dans le jeu d'équilibre mondial, et faire correspondre à son espace géographique, un projet clairement identifiable par les autres pôles géopolitiques.

L'Europe politique, qui a vocation à exister aux côtés d'autres entités géopolitiques, suppose l'atteinte d'un seuil minimal de puissance pour défendre sa propre vision géopolitique. C'est seulement en se dotant des attributs de la puissance, et de la volonté de l'exercer, que l'Union européenne sera capable de jouer un rôle politique. «L'Europe politique» est la finalité, «l'Europe puissance» le moyen de l'atteindre.

### Le territoire : enjeu de pouvoir et facteur de puissance

La maîtrise du territoire est un élément de la puissance. Ce postulat est accentué par la nouvelle configuration géopolitique mondiale. Il est tout aussi pertinent pour l'Europe.

L'élargissement de l'Union européenne, et donc l'accroissement de son territoire modifie son potentiel de puissance. Il est donc nécessaire d'identifier les atouts ou faiblesses et croiser les différents enjeux que la poursuite de l'élargissement représente pour la finalité de l'Union européenne. Une alternative à l'élargissement est la constitution d'alliances.

Dans le cadre d'une alliance, le territoire d'un Etat allié peut être un atout de puissance en fonction de sa taille, ses qualités, mais aussi sa position à la surface du globe. Une stratégie d'alliances permettrait à l'Union européenne de développer des relations alternatives avec des Etats qui risquent de se transformer en diviseurs de puissance en tant qu'Etats membres.

L'alliance lie deux entités politiques dans une logique d'intérêts mutuels et d'accroissement de la puissance. Dans les politiques européennes, la notion de puissance est aujourd'hui évacuée au profit de la gouvernance.

### La réhabilitation de la frontière

Il est nécessaire de réhabiliter la frontière.

Les frontières de l'Union européenne avec le monde extérieur ont pourtant été dévaluées<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> - l'abaissement des barrières tarifaires du marché unique. Le risque est sa mutation en zone de libre échange

- les différents vagues élargissements ne cessent de rendre de plus en plus floue la limite entre ce qui est en dedans ou en dehors de l'Union européenne

La réhabilitation de la frontière est une condition pour la visibilité politique de l'Union européenne, l'approfondissement de son identité vis-à-vis des espaces extérieurs, l'identification de ses intérêts de politique étrangère, et le soutien des citoyens européens après l'échec des référendums dans deux Etats fondateurs<sup>10</sup>.

Les limites de l'Europe changent selon les critères géographiques, historiques, culturels. Le choix de tel ou tel critère n'est pas indépendant des stratégies géopolitiques des différents acteurs, y compris extra-européens. Si l'Union européenne se fixe comme objectif « l'Europe politique ou puissance », ses frontières devront être tracées en conséquence. Les frontières de l'Union européenne ne doivent donc pas forcément correspondre aux limites de l'Europe. Seule la finalité du projet devrait donner des repères pour la politique d'élargissement.

### La hiérarchisation des priorités

Si la finalité de la construction européenne est l'Europe politique, la stratégie géopolitique doit être le cadre central pour établir les priorités<sup>11</sup> spatiales et thématiques.

Une « grande stratégie » doit orienter l'action selon des priorités par zone géographique à trois échelles pertinentes : l'échelle mondiale, l'échelle eurasienne et l'échelle régionale.

---

-l'élargissement a joué le rôle de politique étrangère de l'Union européenne visant principalement la stabilité de sa proximité géographique, mais provoquant une dilution progressive du projet politique  
-la confusion des frontières futures de l'Union européenne avec les limites de l'Europe (parfois volontairement)

10 Le contrôle des frontières redevient une priorité politique à cause des facteurs suivants :

- La méfiance des peuples européens vis-à-vis de l'immigration, et la crise d'identité qui en résulte
- Les conséquences désastreuses de la mondialisation économique sur une partie des populations européennes ;
- Les attentats terroristes et la perméabilité entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure ;
- Le questionnement de l'Union sur l'élargissement après des référendums négatifs sur le traité constitutionnel ;
- Les négociations sur le statut du Kosovo en ex-Yougoslavie, et ses répercussions sur le continent eurasien (cela pose la question de l'intangibilité des frontières en Europe et par effet domino, dans le monde).

11 Le problème de certaines politiques communautaires est l'action contradictoire qu'elles peuvent parfois exercer les unes sur les autres, faute de stratégie commune. Les accords commerciaux que l'UE négocie avec certains Etats tiers contredit par exemple l'objectif de sécurité alimentaire de la PAC.

# Une vision géopolitique mondiale pour l'Union européenne

## L'Union européenne et l'échiquier mondial

L'échelle mondiale est l'échiquier sur lequel l'Union européenne doit projeter sa stratégie géopolitique pour s'insérer dans le jeu de la balance mondiale du système multipolaire tendanciel. C'est seulement par la réussite de cette insertion que l'Union européenne peut prétendre faire coïncider son ambition, l'Europe politique, finalité de son projet, et le seuil minimum d'influence qui lui permettra d'assurer sa sécurité et son épanouissement.

*La stratégie géopolitique de l'Union européenne doit être fortement induite par sa position géographique :*

L'assise territoriale de l'Union européenne couvre une partie seulement de la péninsule située à l'extrême ouest du continent eurasiatique. L'Union européenne couvre moins de la moitié de l'Europe définie selon les conventions géographiques<sup>12</sup> et possède des territoires extra-européens. En terme de superficie, elle occupe le 7<sup>ème</sup> rang mondial. La Russie d'Europe représente une superficie équivalente à la superficie de l'Union européenne. Avec 450 millions d'habitants, elle occupe le troisième rang mondial en termes de population derrière la Chine et l'Inde.

Sur son flanc Est s'étend l'immense continent eurasiatique dont la limite entre l'Europe et l'Asie est floue en raison de la continuité territoriale. Sur son flanc Sud et Sud-est, elle est séparée par l'immense continent africain et l'Asie mineure par la Mer Méditerranée. Ses flancs occidentaux et septentrionaux sont océaniques.

L'Union européenne et ses Etats membres détiennent aussi le plus grand territoire maritime du monde grâce aux Zones Economiques Exclusives (ZEE) entourant les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre mer dans les océans Atlantique, Pacifique, Arctique et Indien. Son territoire maritime (25 millions de km<sup>2</sup>) représente six fois son territoire sur les terres émergées (4,4 millions de km<sup>2</sup>).

L'accroissement des besoins en ressources énergétiques, la perspective de leur épuisement, et la maritimisation des échanges, exacerbent les tentatives de contrôle des flux énergétiques et des routes commerciales. La mer, dernier espace de liberté et regorgeant de ressources fait l'objet d'une recrudescence des revendications territoriales.

Les Etats européens ont été ou demeurent des puissances maritimes, des puissances continentales ou une combinaison des deux. L'Union européenne doit donc assumer ses deux identités géopolitiques et articuler la puissance maritime et la puissance continentale pour assurer sa sécurité et l'épanouissement de sa civilisation.

L'Union européenne devrait assurer en priorité sa sécurité en manoeuvrant sur la masse continentale eurasiatique, dans l'espace euro-méditerranéen et euro-africain, et sur la mer, vecteur d'expansion géo-historique et futur de l'Europe.

## L'insertion dans le futur concert mondial

L'Union européenne ne devrait pas être écartée du jeu des alliances qui se constituent par ajustement entre puissances du monde multipolaire en devenir.

Une politique d'alliances déclinées en fonction de ses intérêts sécuritaires, économiques, énergétiques, environnementaux et démographiques lui permettrait de diversifier ses relations extérieures à l'échelle mondiale.

---

<sup>12</sup> Ne font pas partie de l'Union européenne mais sont situés en Europe selon les conventions géographiques: la Suisse, les Balkans occidentaux, la Norvège, l'Islande, la partie européenne de la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, la partie européenne de la Turquie.



Prendre part au futur concert des puissances mondiales suppose la construction d'alliances destinées à éviter la suprématie d'un seul pôle sur tous les autres, et de négocier des positions communes. L'objectif est de promouvoir un équilibre mondial fait de poids et de contrepoids permettant l'ajustement des ambitions rivales et de contenir les déstabilisations inhérentes à l'état naturel d'anarchie dans l'arène internationale.

L'alliance de certains États européens avec les États-Unis est perçue comme primordiale pour leur sécurité. Cela ne doit pas empêcher l'Union européenne de construire des alliances complémentaires avec les autres pôles de la constellation géopolitique mondiale. La « stratégie européenne de sécurité » suggère cette diversification des alliances<sup>13</sup>.

L'« Occident » et la sécurité de l'Union européenne:

Le partenariat transatlantique dont le noyau militaire est l'Alliance atlantique nécessite un rééquilibrage. L'héritage de la guerre froide, la place prépondérante des États-Unis dans le dispositif de défense de l'Europe, doit être réévalué en fonction des nouveaux enjeux de la multipolarité. Les difficultés rencontrées par les États-Unis pour promouvoir « l'unipolarité » et faire face aux oppositions violentes engendrées par le glissement vers la multipolarité obligent l'Europe à « partager le fardeau » pour leurs intérêts communs. L'atteinte d'un meilleur équilibre entre les deux pôles passe par l'identification des propres priorités géopolitiques européennes, et sa déclinaison géostratégique au sein d'un pilier européen de l'Alliance atlantique. À terme, une Union européenne qui tend vers l'« Europe politique » devra se transformer en alliance militaire, par la création d'une « avant-garde » d'États liés par une clause d'assistance militaire ou même un noyau dur de type intergouvernemental dans le cas d'un blocage de la part de certains membres de l'Union européenne.

### La géo-économie au service de la géopolitique

L'Union européenne peut-elle transformer ses atouts économiques en facteurs de puissance?

La construction d'alliances géo-économiques au niveau mondial permettrait à l'Union européenne d'exercer l'influence qui sied à son poids économique.

L'échelle mondiale est l'ordre de grandeur des enjeux de la globalisation économique. C'est l'échelle de manœuvres d'une géo-économie européenne, une stratégie de mobilisation de ses atouts économiques pour appuyer l'objectif de l'Europe politique ou puissance et assurer sa sécurité et son expansion économique.

Ses partenariats et accords commerciaux (relations l'UE ACP, l'UE Mercosur, l'UE ASEAN) peuvent être des leviers de sa stratégie géoéconomique. La construction d'alliances bilatérales commerciales, financières et énergétiques avec la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud compléterait le dispositif.

La question du grand marché transatlantique :

Doit-on éviter un glissement progressif vers un marché transatlantique ? Équivalent économique de l'Alliance atlantique et « sous-composante » d'un « grand Occident » absorbant entièrement l'Europe économique pour faire face à l'émergence économique de l'Asie ? Un partenariat équilibré entre les États-Unis et l'Union européenne est souhaitable au niveau financier et commercial, pour

---

13 « Nous devrions continuer à œuvrer pour des relations plus étroites avec la Russie, élément majeur de notre sécurité et de notre prospérité. Le respect de valeurs communes renforcera les progrès accomplis vers un partenariat stratégique. Notre histoire, notre géographie et nos liens culturels nous mettent en relation avec chaque partie du monde : nos voisins du Moyen-Orient, nos partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie ; ces relations sont un atout important qu'il faut exploiter. Nous devrions en particulier chercher à établir des partenariats stratégiques avec le Japon, la Chine, le Canada et l'Inde ainsi qu'avec tous ceux qui partagent nos objectifs et nos valeurs et sont prêts à les soutenir ». Stratégie européenne de Sécurité, 12 décembre 2003.

agir quand cela est nécessaire à l'échelle du «grand Occident». A l'opposé, l'horizon unique d'une fusion des économies risque d'aggraver le fossé entre un « GrandOccident forteresse » et le reste du monde. Il favorisera tôt ou tard l'émergence de fractures au sein même du partenariat en raison des tropismes géo-historiques. Un marché transatlantique risque aussi de cantonner l'Union européenne dans une relation de centre-périphérie avec les Etats-Unis.

### La géopolitique des flux

En renforçant le rôle de l'Europe comme carrefour des échanges mondiaux, l'Union européenne peut ralentir sa dérive vers un statut périphérique dû à la perte progressive de sa centralité dans les affaires du monde.

L'Union européenne comme nœud incontournable des réseaux énergétiques, commerciaux, financiers, démographiques mondiaux pourra capter, pérenniser et orienter les flux nécessaires à sa sécurité énergétique et son expansion économique.

Une géopolitique des flux est le complément indispensable d'une politique d'alliances pour atteindre la puissance.

### La stratégie de l'araignée, ou la géopolitique des flux matériels

Telle une toile d'araignée dont la rupture d'un ou plusieurs fils ne met pas en danger la stabilité de l'ensemble, le réseau énergétique et commercial européen doit être suffisamment dense et diversifié pour pallier à la rupture éventuelle d'une voie de transit énergétique ou d'une route commerciale.

Telle une toile d'araignée qui couvre un grand espace pour augmenter les chances de capture d'une proie, les couloirs énergétiques et routes commerciales européennes doivent s'inscrire à l'échelle du globe pour saisir les nouvelles opportunités en termes d'alliances énergétiques et commerciales, et s'adapter au déplacement des zones de richesses.

Telle une araignée qui se déplace rapidement pour réparer les ruptures des fils de sa toile, l'Union européenne doit constituer une force de projection militaire aéronavale et aérienne très souple pour rétablir la fluidité des routes énergétiques et commerciales lors d'un conflit interétatique, d'une action terroriste, ou d'un acte de piraterie.

Dans le cadre d'une politique de diversification et de sécurisation des flux énergétiques et commerciaux, l'ouverture d'un couloir eurasien et d'un couloir arctique permettrait de soulager la dépendance de l'Union européenne envers la route du Cap et Suez et des voies de transit en provenance de Russie. Elle serait l'occasion de faciliter ses liens avec l'Asie centrale et l'extrême Orient en oeuvrant à l'ouverture de ces deux nouveaux couloirs. Le réseau serait constitué d'un faisceau de lignes continentales et maritimes traversant le cœur du continent eurasien et de deux axes maritimes contournant symétriquement le continent eurasien par le Sud (Route du cap et Suez) et par le Nord (route du Nord-Ouest et Route du Nord) dans l'océan Arctique.

-Le couloir maritime sud eurasien et africain : la route du cap et Suez :

Cette route maritime est vitale pour les approvisionnements en hydrocarbures du Moyen-Orient et pour les échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Asie dans le contexte d'une maritimisation des échanges. Une unité européenne aéronavale dans le cadre de la Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD) pourrait elle contribuer à la sécurisation de ce couloir qui repose fortement sur les Etats-Unis ?

-Le Couloir eurasien ou le « nouveau grand jeu » du Sud eurasien :

---

14 Avec la fonte des glaces, Les routes maritimes dans l'océan Arctique sont déjà partiellement ouverte à la navigation depuis l'été 2007

Le « nouveau grand jeu<sup>15</sup> » fait référence à la rivalité entre la Russie, les Etats-Unis et la Chine pour l'accès aux ressources en hydrocarbures des pays d'Asie centrale.

Afin que l'Union européenne puisse jouer ses propres cartes pour diversifier ses ressources en hydrocarbures et ses routes commerciales, il est nécessaire de faire progresser la construction du « couloir eurasien » porté par les projets TRACECA<sup>16</sup> et INOGATE<sup>17</sup>.

Ce nouveau couloir répondrait au désenclavement des pays d'Asie centrale, à l'émergence d'une route commerciale entre la Chine et l'Union européenne, à la création d'une voie maritime et continentale pour le transit des hydrocarbures du Moyen-Orient via la Turquie.

Ce couloir faciliterait une politique européenne de diversification de ses alliances énergétiques et commerciales. Sa sécurisation permettrait aussi de construire des alliances militaires locales ou régionales pour progressivement confier à la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) une zone géographique sous sa responsabilité pour la stabilité des marchés eurasiennes de l'Union européenne.

-Le futur couloir arctique ou « grand jeu » du Nord après le reflux de « l'empire des glaces » :

L'accélération du changement climatique laissera d'immenses ressources minérales libres d'accès dans l'Océan Arctique. Le reflux de « l'empire des glaces » aiguise les appétits des Etats riverains de l'Arctique. La fonte des glaces facilite la navigation et l'ouverture de nouvelles routes maritimes. Elles vont modifier la géographie des flux maritimes et commerciaux.

Deux alternatives s'ouvrent à l'Union européenne pour la facilitation de ses échanges avec l'Asie orientale :

-la route du Nord-Ouest par le Nord du Canada,

-la route du Nord qui traverse les eaux territoriales russes.

L'Union européenne a intérêt à s'impliquer dans ce « grand jeu du Nord » en soutien aux Etats européens bordant l'Océan Arctique pour :

-diversifier son approvisionnement en hydrocarbures dans une région potentiellement plus stable que le Moyen-Orient,

-profiter du gain en distance d'une nouvelle ligne maritime et faciliter une politique d'alliances commerciales avec la Chine mais aussi avec le Japon qui cherche à approfondir ses relations avec l'Europe,

-profiter de cette nouvelle voie d'évacuation des ressources de Sibérie dans le cadre d'une alliance énergétique avec la Russie.

## La géopolitique des flux immatériels

Les grandes mégapoles de taille mondiale concentrent les pouvoirs politiques, économiques et financiers et constituent les centres d'impulsion de ces flux.

Les réseaux financiers et informationnels tendent alors à devenir un sous-système du champ de forces géopolitiques par le biais d'une connivence ou d'une stratégie de puissance entre Etats, milieux économiques et financiers et organes d'informations.

L'Union européenne est-elle en mesure de se battre à « armes égales<sup>18</sup> » pour participer à la guerre économique et la guerre de l'information ?

La géopolitique des flux doit être articulée à la politique d'alliances de l'Union européenne.

Afin d'adopter une posture offensive, une géopolitique européenne des flux devrait intégrer dans sa stratégie les priorités suivantes :

---

15 Le « nouveau grand jeu » rappelle volontairement le « grand jeu » qui désignait la rivalité au XIX<sup>ème</sup> siècle en Asie centrale entre la Russie qui voulait atteindre les mers chaudes et la Grande-Bretagne qui voulait sécuriser l'accès au joyau de son empire colonial, l'Inde.

16 TRACECA (Transport Corridor Europe Caucasus Asia)

17 INOGATE (Interstate Oil and Gas Transport to Europe)

18 Titre du rapport du député Bernard Carayon au premier Ministre français

- le positionnement des places financières européennes dans le « jet stream » boursier mondial : La défense des plates formes financières européennes dans la structure tripolaire<sup>19</sup> de la géofinance mondiale est freinée par la concurrence que se livrent les bourses européennes. La logique des alliances boursières intra européennes est parasitée par la logique des alliances boursières transatlantiques ;
- l utilisation de l Euro comme « arme politique » dans le cadre d une politique de change vis-à-vis des autres monnaies de réserve internationales ;
- la pérennité de l Union européenne comme zone attractive pour les investissements internationaux par une politique d «aménagement du territoire européen » ;
- l introduction du principe de préférence européenne pour certains secteurs stratégiques au sein du marché unique ;
- la production de normes et « lois » européennes permettant un contrôle accru des flux pour ne pas les laisser aux seules forces du marché derrière lesquelles se cache souvent la « main invisible des puissances<sup>20</sup> » ;
- l introduction de principes discriminants dans les politiques financières et la politique de concurrence en fonction de la provenance ou la destination géographique des flux<sup>21</sup> ;
- un statut dérogatoire pour les investissements dans les secteurs stratégiques vis-à-vis de la politique de concurrence ;
- la participation à la « guerre de l information » par une stratégie de communication européenne à vocation mondiale, ciblée et déclinée sur des zones géographiques en fonction de la langue, et du message « politique » à faire passer ;
- la réappropriation du réseau internet par le développement de contenus européens dans une stratégie de rayonnement culturel, et la création de moteurs de recherche européens.

---

19 Etats-Unis, Union européenne, Japon

20 « La main invisible des puissances, les européens face la guerre économique », Christian Harbulot, éditions ellipses, 2005

21 Notamment les « fonds souverains »

## **L Eurasie et l Afrique, enjeux pour la sécurité et l identité de l Union européenne**

### L Eurasie, l espace euro-méditerranéen et l Afrique, enjeux de masse critique pour l Union européenne

L Union européenne est coincée entre la masse continentale asiatique et le continent africain, séparé par la Méditerranée. Elle ne peut donc prétendre à se constituer en territoire « sanctuaire » comme les Etats-Unis qui sont un « Etat-continent » protégés par les Océans Atlantique et Pacifique de part et d autre de son territoire. L Union européenne doit manœuvrer à l échelle eurasiennne, dans l espace euro-méditerranéen et euro-africain. Une politique d alliances et la création de zones tampons et d aires d influence sur ces différents théâtres seront autant de leviers pour atteindre un seuil minimal de puissance.

L Eurasie reste l enjeu géopolitique mondial principal. L Union européenne doit se positionner comme pôle indispensable à la politique de balance sur le continent eurasiennne, et de facto au niveau mondial. Sa sécurité et son accès à l énergie doivent être traitées à cette échelle. L Eurasie représente « hinterland » énergétique et économique de l Union européenne.

L histoire montre que la Méditerranée est aussi un enjeu vital pour la sécurité de l Europe sur son flanc sud. L Union européenne doit empêcher l émergence de toute puissance hostile sur le bord sud de la Méditerranée, et faire de l espace euro-méditerranéen, un espace de coopération économique et énergétique pour forger des alliances et renforcer son poids dans le cadre de la globalisation.

L Afrique est un enjeu pour la montée en puissance de l Union européenne comme contributeur à la sécurité mondiale dans le cadre des missions de Petersberg, par les liens privilégiés issus de la période coloniale entre certains membres de l Union européenne et des pays africains, la question de l immigration, les potentialités économiques et les ressources naturelles.

Le positionnement de l Union européenne comme puissance duale maritime et continentale exerçant une influence stabilisatrice par une stratégie d alliances et de zones d influence sur le continent eurasiennne, complétée par des alliances dans l espace euro-méditerranéen et euro-africain doit lui faire atteindre le seuil de puissance minimal pour exister aux côtés de la Russie et la Chine. L objectif est d empêcher que l Union européenne ne se retrouve isolée ou ne subisse des alliances sur le continent eurasiennne qui iraient à l encontre de ses intérêts.

L Union européenne peut progressivement faire de son « hinterland » géographique, eurasiennne et africain, la zone géographique qui relève de sa responsabilité pour sa sécurité et le jeu d équilibre mondial. L objectif pour l Union européenne, comme pour les Etats-Unis est de ne permettre à aucun pôle géopolitique d exercer une suprématie totale dans cette zone.

### L élargissement et l identité de l Union européenne

L élargissement à la Turquie et l Ukraine: un saut qualitatif :

L Eurasie est l échelle appropriée pour aborder la question de l élargissement. C est un enjeu central car il concerne la question de l identité de l Union européenne.

Le « grand élargissement » de 2004 a été présenté vis-à-vis des citoyens comme la réunification du continent européen. Mais les critères utilisés pour l élargissement font peu de cas de la géographie et de l histoire et se basent principalement sur les valeurs « européennes »<sup>22</sup>. L ajout de la capacité d intégration<sup>23</sup> introduit une plus grande vigilance à la capacité de l Union européenne de fonctionner efficacement. Le maintien de ces critères implique une poursuite de l élargissement vers

---

22 Les critères d adhésion dits de «Copenhague » sont : Démocratie, Etat de droit, droit de l homme et respect des minorités ; existence d une économie de marché viable et capacité de faire face à la pression concurrentielle; capacité à assumer les obligations découlant de l adhésion.

23 Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006

L'Est du continent eurasiatique en dehors des paramètres historiques et géographiques<sup>24</sup>. L'élargissement est de plus induit par un effet « boule de neige » : les États membres dont les frontières se confondent avec les frontières extérieures de l'Union européenne oeuvrent en faveur de la poursuite de l'élargissement afin d'intégrer leur zone d'influence. La transformation de leur position géographique périphérique en position plus centrale, ou l'instrumentalisation de la question de l'élargissement pour résoudre leurs contentieux historiques et leurs différends peuvent constituer d'autres motifs de soutien à l'élargissement.

Avec un élargissement à la Turquie, l'Union européenne se transformerait en « petite Eurasie », la majeure partie de la Turquie étant située en Asie mineure. La question de l'élargissement au Caucase du Sud se poserait simultanément, aux républiques d'Asie centrale à plus long terme.

Avec un élargissement à l'Ukraine, l'Union européenne se trouverait « de facto » confrontée à la question identitaire entre la Russie et l'Ukraine. La zone tampon entre l'Union européenne et la Russie se réduirait fortement si l'Ukraine et éventuellement la Biélorussie devenaient membres de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne. L'Union européenne risquerait aussi de se voir posée la question de l'élargissement à la Russie par « effet boule de neige » à plus long terme, transformant l'Union européenne en « grande Eurasie ».

L'optique géopolitique:

Dans une optique géopolitique, la question de l'élargissement se pose ainsi: Les territoires de la Turquie, de l'Ukraine et du Caucase du Sud constituent-ils un atout ou un handicap en tant que territoires intégrés à l'Union européenne?

La question de l'identité culturelle européenne et sa cohésion:

La poursuite de l'élargissement vers l'Est et le Sud-est conduit l'Union européenne à importer les discontinuités géopolitiques issues des frontières géo-historiques qui jalonnent le continent européen et eurasiatique :

- la séparation entre l'Europe catholique et protestante de l'Europe orthodoxe,
- les anciennes frontières de l'URSS,
- les anciennes frontières du bloc communiste de l'Est,
- les anciennes frontières de l'empire ottoman,
- les frontières entre la civilisation occidentale et musulmane.

Ces frontières ont fluctué au cours de l'histoire avec le flux et reflux des empires. Elles délimitent des « zones frontières » ou marches qui sont des espaces de transition et traversent les frontières étatiques. La poursuite de l'élargissement dans ces « zones frontières » affaiblit la cohérence et l'identité de l'Union européenne et augmente les risques de dilution.

Par leur taille, leur position géographique (l'Union européenne et le glissement vers la petite ou la grande Eurasie), et leur localisation dans ces zones frontières, l'Ukraine et la Turquie sont des défis importants pour l'homogénéité de l'Union européenne.

Les Balkans sont aussi un espace fortement marqué par ces frontières géo-historiques.

Les Balkans orientaux sont déjà intégrés au territoire de l'Union européenne. Les Balkans occidentaux peuvent-ils rester longtemps en dehors de l'Union européenne avant de se transformer en « île d'instabilité » ?

### La sécurité de l'Union européenne sur le continent eurasiatique et la défense de l'Europe

L'Union européenne peut-elle se transformer en alliance militaire ? Un pilier européen peut-il être identifiable au sein de l'alliance atlantique ? Quel contenu donner à la relation entre l'Union

---

24 Le refus d'accorder le statut de pays candidat au Maroc est le seul cas de clarification des frontières de l'UE.

européenne et l'Alliance atlantique?

La question de la défense de l'Europe est rendue difficile par la non coïncidence entre l'Union européenne qui n'est pas une alliance militaire, et l'Alliance atlantique qui est une alliance regroupant des États européens et extra-européens. L'Union européenne est limitée par les missions de « Petersberg » qui couvrent seulement la gestion de crise dans le cadre de la Politique européenne de Sécurité et de défense (PESD)

La transformation de l'Union européenne en alliance militaire pose problème à ceux qui ne veulent confier leur défense que dans un cadre atlantique, ainsi qu'aux États neutres.

L'Europe de la défense est pourtant nécessaire pour compléter la panoplie d'une Europe politique. Le dépassement du problème passe-t-il par une articulation entre la défense de l'Europe dans le cadre de l'Alliance atlantique, et des accords de défense portés par un noyau d'États volontaires issus de l'Union européenne?

L'Europe de la défense serait organisée en cercles concentriques :

Au niveau de l'Union européenne

Une alliance militaire européenne portée par un noyau d'États européens liés par une clause de défense mutuelle.

Un plus grand cercle rassemblerait le noyau dur d'États européens liés par une clause de défense mutuelle, et tous les autres États de l'Union européenne prêts à agir dans le cadre des missions de « Petersberg » (y compris les États membres qui ne sont liés par aucune alliance militaire).

Au niveau de l'Alliance atlantique

Un pilier européen de l'Alliance atlantique issu du noyau d'États européens de l'Union européenne liés par une clause de défense mutuelle, additionné des États européens et eurasiens uniquement liés par la clause d'assistance de l'Alliance atlantique.

Un plus grand cercle serait composé des piliers européens et américains de l'Alliance atlantique.

Cette configuration permettrait au noyau d'États européens liés par une clause de défense mutuelle et porteurs de la vision géopolitique de « l'Europe puissance » de jouer un rôle central dans les décisions et de promouvoir la complémentarité entre les missions de type « Petersberg » et les opérations militaires lourdes aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'Alliance atlantique. En fonction de la menace et de la zone géographique, il serait fait appel au cercle adéquat. Cela implique au préalable une clarification et une négociation sur les missions de ces alliances concentriques.

Deux problèmes rendent nécessaires la création à terme d'une alliance militaire européenne portée par une « alliance centrale » :

-Les priorités géographiques progressivement divergentes au sein de l'Alliance atlantique entre les États-Unis qui veulent élargir les missions et les zones d'intervention (OTAN globale) et les européens qui se préoccupent de leur propre sécurité;

-Les États européens qui bloquent ou freinent la création d'une défense autonome européenne en invoquant sa non crédibilité en termes de moyens, et leur crainte d'une accélération de la dilution de l'Alliance atlantique par sa transformation en alliance politico-militaire globale.

### Le scénario prospectif de l'Europe politique

*Le choix de « l'Europe politique », finalité de la construction européenne, passe par une vision géopolitique soutenant « l'Europe puissance », condition et moyen pour accéder au rang d'acteur géopolitique autonome.*

Si la finalité de l'Union européenne est l'Europe politique, la question du voisinage géographique

et de l'élargissement de l'Union européenne est essentielle pour son identité et sa puissance. La négociation d'alternatives aux perspectives d'élargissement permettrait à l'Union européenne de fixer ses frontières en fonction de ses objectifs géopolitiques ultimes : préserver sa cohésion interne, et identifier ses intérêts en fonction de sa sécurité militaire et énergétique.

Avec la poursuite de l'élargissement à la Turquie, l'Union européenne aux intérêts encore mal identifiés se trouverait confrontée aux intérêts bien identifiés d'une puissance régionale. La priorité est d'éviter de plonger l'Union européenne dans la zone à risque eurasienn<sup>25</sup> couvrant le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le Caucase, mais aussi sa dilution par l'augmentation de son hétérogénéité interne.

L'accès aux ressources énergétiques du Moyen-Orient et d'Asie centrale par le couloir eurasienn est aussi une priorité. La constitution d'un couloir eurasienn (Mer Noire/Turquie - Caucase du Sud - Asie centrale) permettant la diversification des ressources énergétiques et du développement des échanges commerciaux jusqu'au cSud de l'Asie exigent une alliance forte avec la Turquie. On peut donc imaginer la transformation des perspectives d'élargissement en soutien de l'Union européenne à la Turquie comme « pôle géopolitique relais » pour étendre sa zone d'influence au Moyen-Orient et renforcer ses liens avec l'Asie centrale.

Les relations de l'Union européenne avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et le Caucase du Sud ne peuvent être construites sans une prise en compte des intérêts de la Russie. La prudence invite l'Union européenne à ne pas s'élargir précipitamment dans cette «zone européenne à risque» en raison de la montée du retour spectaculaire de la puissance russe dans son «étranger proche». Une zone tampon sera préférée à la stratégie d'élargissement. Une alliance industrielle et commerciale avec l'Ukraine, et la coopération autour des réseaux énergétiques avec le Caucase du Sud et l'Asie centrale dans le cadre du «couloir eurasienn» transformerait cette zone tampon en zone d'influence. Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne peuvent elles être orientées dans le sens d'un «pont» et non un «front» contre la Russie ?

La Russie a la ferme intention de rester un pôle géopolitique fort. Elle détient la clé de la sécurité sur le continent européen et elle restera le fournisseur énergétique<sup>26</sup> clé de l'Union européenne, quels que soient les scénarios de diversification. Une alliance énergétique et industrielle avec la Russie est dans l'intérêt à long terme de l'Union européenne qui peut faire de l'Euro-Sibérie son hinterland». Le gel du processus d'élargissement de l'Alliance atlantique dans un premier temps, et la plus grande prudence au sujet d'un élargissement de l'Union européenne dans son «étranger proche» atténuerait la perception d'encerclement de la Russie. L'Union européenne pourrait proposer à la Russie un règlement pacifique des « conflits gelés<sup>27</sup> » en Moldavie et en Géorgie, une assurance des livraisons énergétiques en gaz et pétrole, et de perspective de gestion commune des ressources d'Asie centrale comme «monnaie d'échange».

Un terrain d'entente entre la Russie et l'Union européenne pour la gestion des «conflits gelés» pourrait être l'occasion d'une opération de maintien de la paix entre l'Union européenne et la Russie, en dehors de l'Alliance atlantique qui suscite la méfiance, ou en coopération avec un pilier européen de l'Alliance atlantique bien identifié. Les «conflits gelés» peuvent-ils constituer le test pour l'Union européenne comme entité géostratégique autonome sur le continent eurasienn

---

25 Zbigniew Brzezinski a qualifié cette espace géographique de « zone de troubles endémiques », dans son ouvrage « Le grand échiquier-l'Amérique et le reste du monde », 1997

26 « Le nouveau grand jeu » en Asie centrale tourne à l'avantage de la Russie pour l'évacuation des hydrocarbures. Elle a maintenu des relations politiques fortes avec les dirigeants de ces pays et promis des investissements dans les réseaux énergétiques orientés vers le territoire de la Russie

27 Transnistrie (Moldavie), Abkhazie et Ossétie du Sud (Géorgie), enclave « de facto » arménienne du Nagorno-Karabagh en territoire azéri



après le théâtre africain ? Sans une prise en charge crédible de l'Europe de sa propre défense via l'Union européenne et un pilier européen de l'Alliance atlantique, les pays d'Europe centrale se tourneront uniquement vers les Etats-Unis pour leur sécurité.

Un élargissement précipité de l'Alliance atlantique à l'Ukraine<sup>28</sup> ou au Caucase du Sud serait plus un facteur d'instabilité que de pacification des relations russo-occidentales. L'instrumentalisation de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne pour affaiblir la Russie ne correspond pas aux intérêts des européens. Une « nouvelle guerre froide » entre la Russie et l'Union européenne amoindrirait la marge de manoeuvre des européens au sein de l'alliance atlantique. L'Union européenne en paierait le prix fort avec l'évanouissement de son « hinterland » énergétique et un renforcement de l'option « eurasiiste » pour la Russie. Un élargissement de l'Alliance atlantique risquerait parallèlement d'accélérer celui de l'Union européenne sur les modèles des élargissements précédents. L'élargissement à l'Alliance atlantique a joué le rôle d'outil de stabilisation avant l'élargissement de l'Union européenne. L'Alliance atlantique est devenue l'antichambre de l'Union européenne.

Les Balkans occidentaux :

L'élargissement aux Balkans occidentaux est la bonne solution pour achever la continuité territoriale entre l'Europe centrale et les Etats des Balkans déjà membres de l'Union européenne. Les Balkans occidentaux pourraient se transformer en « île d'instabilité » sur son flanc sud-est et lors des crises, faire l'objet d'instrumentalisation de la part des acteurs externes à l'Union européenne.

L'Union européenne doit cependant éviter de tomber dans le piège d'une modification des frontières d'un Etat européen sans accord négocié. La question de l'indépendance du Kosovo risque de provoquer un effet domino dans les Balkans, mais aussi dans la proximité géographique de l'Union, ainsi qu'au sein même de l'Union européenne. Le danger d'une « balkanisation » de certains Etats de l'Union, poussée par la volonté de création d'« Etats-régions », est actuellement un facteur incapacitant à l'élaboration d'une position européenne commune sur la reconnaissance d'un Kosovo indépendant de la Serbie. L'Union européenne doit être vigilante par rapport aux tentatives d'instrumentalisation de ces forces centrifuges régionales par des acteurs aussi bien externes qu'internes à l'Union européenne.

Le duopole occidental

Le rééquilibrage du partenariat transatlantique dans le sens d'une association de partenaires égaux était l'objectif de Jean Monnet<sup>29</sup>. Après le « schisme de l'Occident<sup>30</sup> », la construction d'un duopole permettant aux Etats-Unis et à l'Union européenne d'identifier leurs intérêts communs entre deux entités autonomes suppose une entente préalable entre européens sur leur propre rôle. Cette option a le triple avantage de réconcilier la vision euro-atlantique, l'Europe politique et l'unité de l'Occident. Cette option nécessite un effort politique de la part des Etats membres pour transformer l'Union européenne en alliance militaire et prendre en charge leur proximité géographique dans le cadre d'un partage des responsabilités avec les Etats-Unis. Cela suppose la crédibilité en termes de moyens et d'objectifs de la part de l'Union européenne, mais aussi l'acceptation par les Etats-Unis d'un rôle autonome de l'Union européenne. L'Europe politique est-elle le passage obligé pour un duopole occidental ?

---

28 Julia Timoschenko a exprimé la volonté de contenir la Russie dans un article de Foreign Affairs

29 Mémoires, Jean Monnet, Fayard, 1976

30 François Heisbourg

## L échelle régionale: de l Europe multipolaire à Europe polycentrique

L Union européenne est multipolaire. Comment réduire une neutralisation réciproque des puissances européennes rivées à des stratégies géopolitiques à caractère national et contradictoires ? Comment inverser les forces centrifuges en forces centripètes ?

Comment articuler les différentes visions géopolitiques des Etats membres fortement induites par des priorités géographiques différentes ? Les tropismes transatlantique<sup>31</sup>, méditerranéen et africain, oriental, nordique sont la source de forces centrifuges entre certains Etats membres, mais aussi centripètes lorsqu'il y a chevauchement des priorités géographiques.

Peut-on transformer l Union européenne multipolaire en une Union européenne polycentrique ? L Europe à 27 ne peut plus fonctionner comme l Union avant le « grand élargissement ». Une formule institutionnelle ou à défaut une négociation intergouvernementale, y compris en dehors des institutions en cas de blocage, pourrait permettre l émergence d une alliance centrale plus large que l axe franco-allemand, et futur squelette de l Europe politique ou puissance. Cette formule réduirait les incohérences d une dérive vers « l Europe à la carte ». Cette « alliance centrale », « avant-garde » ou à défaut « noyau dur » négocierait une coordination entre les différents pôles pour la constitution de responsabilités géographiques différenciées, avec transformation des perceptions asymétriques dues à la géographie en atout.

Ce système hiérarchique, basé sur une « alliance centrale » et des pôles secondaires mais participant à une stratégie géopolitique commune minimale transformerait l Europe multipolaire en Europe polycentrique par la constitution de regroupements d Etats membres à vocation géographique.

Pour une meilleure cohérence de l ensemble, l alliance centrale devrait participer à tous les regroupements géographiques. Ceux qui n en font pas partie pourraient se concentrer sur leurs propres priorités géographiques<sup>32</sup>. Cette alliance centrale permettrait de réduire les incohérences géographiques d une Europe à géométrie variable.

Dans le cas d une impossibilité de contention des forces centrifuges, un noyau dur entérinant la « fracture européenne » peut-il être envisagé ?

---

31 La dimension « euro-atlantique » est centrale en raison de la nature globale de la puissance des USA et son statut historique de protecteur militaire de l Europe. La conséquence est la priorité accordée à cette dimension pour la plupart des Etats membres. Les européens sont aussi en concurrence pour obtenir les faveurs du « protecteur » quand bien même le Royaume Uni se verrait bien comme le facilitateur et le « pont privilégié » dans les relations entre l UE et les Etats-Unis.

La dimension « euro-méditerranéenne » est essentielle pour les Etats méditerranéens, mais pas seulement. Le Royaume-Uni et l Allemagne ont des intérêts en Méditerranée.

La dimension orientale, prioritaire l Allemagne, les pays d Europe centrale et les Etats bordant la Mer Noire, est aussi essentielle pour les pays de l Ouest de l Union européenne cherchant à sécuriser leurs ressources énergétiques avec la Russie, notamment la France et l Italie.

32 Cette formule atténuerait les divergences entre Etats membres sur les financements à accorder aux différentes zones de la Politique Européenne de Voisinage (PEV)

# Conséquences institutionnelles et opérationnelles d une géopolitique européenne

## Adapter les institutions à la stratégie géopolitique de l Union européenne

Si l Union européenne décide de renforcer son projet politique, les institutions doivent être profilées en conséquence. Il faut inverser la démarche qui consiste à adopter une stratégie en fonction des institutions.

Les institutions européennes ne reflètent que le rapport de forces entre Etats membres. Seule une affirmation des Etats qui soutiennent « l Europe politique » fera pencher la balance au sein des institutions

*Dans une Union à 27, la création d une « alliance centrale », « avant-garde » ou à défaut « noyau dur » intergouvernemental en dehors des institutions est le passage obligé vers l Europe politique.*

## Adapter les politiques de l Union européenne à sa stratégie géopolitique

### La politique d élargissement

La politique d élargissement doit répondre à la question fondamentale: l élargissement à tel ou tel Etat-tiers est-t-il un atout pour la réalisation de l Europe politique ou Europe puissance? Cet Etat partage-t-il la finalité politique de l Union européenne? Dans la perspective d une défense européenne, l Union européenne sera-t-elle capable de défendre militairement cet Etat en cas de conflit grave ?

La question de l élargissement touche au cS urde l identité de l Union européenne. On ne peut plus confondre la politique étrangère de l Union européenne avec la politique d élargissement. Un élargissement perpétuel est un frein à la définition des intérêts de l Union européenne vis-à-vis de sa proximité géographique et une perte de soutien des peuples européens par une confusion entre « le dedans et le dehors ».

L élargissement ne peut plus être abordé dans l ptique néo-fonctionnaliste qui considère que tout nouvel Etat membre modifiera « mécaniquement » la définition de ses intérêts en fonction de l « acquis » politique européen, et ce, grâce au pouvoir des institutions. Jean Monnet était persuadé du « pouvoir » des institutions. Plusieurs décennies de recul devraient inciter à plus de prudence. Certains Etats membres, grands ou petits, après plusieurs décennies de construction européenne, n ont toujours pas clarifié leur position vis à vis de sa finalité<sup>33</sup>. Sans relance politique européenne, il est à craindre que des Etats traditionnellement favorables à « l Europe politique » ne fassent marche arrière.

En charge des négociations d adhésion, la Commission européenne peut être tentée de considérer la politique d élargissement comme un facteur de renforcement<sup>34</sup> de ces pouvoirs vis-à-vis des Etats et des autres institutions. *Cette approche n est pas compatible avec la nécessité d un bilan géopolitique » vis-à-vis des élargissements futurs.*

Seule une perspective géopolitique commune portée par un noyau minimal d Etats devrait permettre d atténuer les rivalités institutionnelles et de donner une direction politique aux travaux des institutions.

---

33 Au point que le président de la Convention sur l avenir de l Europe Valéry Giscard d Estaing a proposé une clause de retrait pour les Etats membres ne partageant pas , ou plus, la finalité politique de l Union européenne.

34 Catherine Day, secrétaire général de la Commission a affirmé dans un discours au European Policy Center que l élargissement renforce la Commission, rapporté par le site d information euobserver.com, 27/02/2007.

## La Politique Européenne de Voisinage

La Politique Européenne de Voisinage (PEV) a pour ambition de construire des partenariats en l'Union européenne et les Etats de sa proximité géographique en fonction des spécificités des Etats-tiers concernés. Le renforcement de l'approche régionale (Mer Noire, dimension nordique, Méditerranée, Asie centrale) est un progrès dans la territorialisation des relations extérieures de l'Union européenne, et d'une adaptation de la PEV aux spécificités géographiques et géopolitiques des Etats partenaires.

Une étape supplémentaire doit être franchie : ces approches régionales doivent être intégrées dans une stratégie visant à leur cohérence<sup>35</sup> à l'échelle «eurasienne» et «euro-africaine» et appuyer l'objectif de «l'Europe politique» ou "l'Europe puissance".

La PEV intègre la quête de sécurité de l'Union européenne dans sa proximité géographique. La méthode principale est l'exportation de ses propres méthodes de travail entre Etats membres, dans l'espoir d'une «européanisation» de sa proximité géographique. Cette approche n'est pourtant pas liée à l'objectif de «l'Europe politique».

Deux objectifs viennent se greffer et brouiller les pistes : l'ambition pour certains Etats membres d'utiliser la PEV comme antichambre des élargissements futurs, ou faute d'élargissement, comme instrument visant à démocratiser le voisinage de l'Union européenne. La démocratisation de son voisinage peut être un moyen pour l'Union européenne d'atteindre la sécurité. Elle ne peut être un objectif en soi, à la manière d'une ONG militante, sans être intégrée à la quête de l'Europe politique ou l'Europe puissance. L'exportation de la démocratie, sans se préoccuper de la question de la stabilité, peut être contreproductive.

## La nécessité d'une géostratégie européenne

Il est nécessaire de construire une vision géopolitique européenne qui identifie les intérêts de sécurité de l'Union européenne. La construction d'une géostratégie européenne nécessite ensuite d'établir des priorités par zones géographiques pour le déploiement des forces européennes dans le cadre des missions de « Petersberg ».

Dans l'éventualité de la transformation de l'Union européenne en alliance militaire, des priorités géographiques devront être identifiées pour les opérations militaires européennes avec l'établissement de bases terrestres et navales dans les zones d'intérêts vitaux européens (Routes énergétiques et commerciales ; Pré positionnement dans les Etats alliés).

C'est à cette condition nécessaire mais non suffisante que l'Union européenne peut prétendre à devenir un acteur géostratégique autonome. Il s'agit parallèlement de se doter des institutions et des moyens pour leur mise en Suvre. La démarche inverse est pourtant celle qui est poursuivie aujourd'hui.

---

35 Notamment une approche géopolitique coordonnant les zones Mer Méditerranée et Mer Noire, zones pivots vers l'Eurasie et l'espace euro-africain

## La nécessité d'une géoéconomie européenne

L'approche européenne de l'économie peut-elle se muer en « géo-économie européenne » ?

Les pôles de puissance au niveau mondial utilisent l'économie dans leur stratégie de puissance. L'économie et la finance sont subordonnées à leurs objectifs géopolitiques. Cela a deux conséquences :

- l'absence d'une vision géopolitique européenne laisse aux autres pôles de puissance le monopole de l'utilisation de la géoéconomie comme outil de puissance,
- une approche de la construction européenne trop imprégnée de schémas « économicistes » laisse le champ libre à une dichotomie grandissante entre les objectifs politiques et les objectifs économiques.

Afin de mettre l'économie européenne au service de la politique, l'approche géo-économique, dont une forte composante géo-financière, doit être intégrée à la stratégie géopolitique.

*L'enjeu est la sauvegarde d'un marché unique européen, espace de survie et d'épanouissement d'un modèle économique européen, mais aussi base arrière et « sanctuaire » pour les entreprises européennes confrontées à la concurrence mondiale.*

En complément d'une « géopolitique des flux », les enjeux pertinents pour le marché unique sont :

- l'équilibre entre l'attraction des investissements internationaux et l'autonomie financière
- le maintien en Europe des activités et des sièges d'entreprises stratégiques,
- la taille mondiale des centres de recherche et du réseau universitaire européen,
- la question de la sécurité et de l'autonomie alimentaire
- l'environnement comme arme économique et politique (Taxes environnementales sur les produits non-conformes aux normes européennes ; Valeur ajoutée européenne ; Sécurité)

Le débat au niveau politique a très récemment levé certains « tabous » vis-à-vis de l'économie en soulevant la question du « patriotisme économique ». Une approche géo-économique de ces questions devraient dépasser les querelles contreproductives entre protectionnisme et libéralisme.

## De nouvelles « géo-politiques » européennes

Pour compléter les politiques existantes, de nouvelles politiques à forte valeur ajoutée « géopolitique » matérialiseraient le renforcement d'une approche plus prospective de la construction européenne : Une véritable « géopolitique spatiale » permettrait l'accès autonome de l'Europe à l'espace. Une « géopolitique des pôles » défendrait les intérêts de l'Union européenne dans l'Océan Arctique et l'Antarctique (« antichambre de l'espace pour la recherche »). Une « géo-culture » prolongerait la promotion européenne de la diversité culturelle mondiale ; Une politique démographique aborderait la question de l'avenir démographique de l'Europe, facteur de puissance et enjeu de survie à long terme ; Une « géo-médecine » anticiperait les enjeux liés aux pandémies, intégrés dans un concept élargi de sécurité.

## De nouveaux moyens opérationnels

L'intégration de la réflexion géopolitique et géo-économique au niveau européen passe par la création d'institutions spécialisées : Un institut de recherche en géopolitique et prospective ; Un organisme dédié à la guerre de l'information et à l'intelligence économique ; Une coopération accrue dans le domaine du renseignement et l'espionnage.

## Conclusion :

Comblent le déficit démocratique en comblant le déficit géopolitique

Doit-on porter le débat « géopolitique » auprès des citoyens de l'Union européenne pour ne pas le confiner au niveau militaire et diplomatique afin de servir d'aiguillon pour faire progresser l'Europe politique ? Cela éviterait d'opposer les questions géostratégiques et l'opinion publique.

Le déficit démocratique de l'Union européenne est plus un déficit de sens qu'un déficit provenant d'un fossé entre les institutions actuelles et une illusoire «république européenne».

*Comblent le déficit géopolitique aiderait à combler le déficit démocratique en donnant un « sens » à la construction européenne.* Du point de vue d'un grand nombre de citoyens, l'Union européenne s'est perdue dans les procédures technocratiques ou dans un espace caractérisé par une hétérogénéité croissante qui étale des visions géopolitiques « éclatées ».

L'objectif de l'Europe politique permet de redonner une finalité à l'Union européenne, d'aborder le débat sur ses frontières extérieures et de construire son identité. C'est la condition d'un soutien renouvelé des citoyens européens.

Réhabiliter l'esprit de conquête

Pour assurer l'avenir de l'Europe, il faut reconnecter l'Europe à son passé, et reconnecter l'Europe au monde. C'est à cette condition que l'Europe aura un futur qui ne soit pas celui d'un abri temporaire illusionné par la fiction juridique et marqué par un lent déclin qui peut s'accélérer à tout moment par la volonté politique supérieure des autres pôles de puissance.

Dépourvue de squelette « politique », elle devient un espace du « laisser faire » ouvert aux conquêtes des « nouveaux barbares », car tels sont toujours perçus les nouveaux conquérants par les sociétés qui ne se perçoivent pas autrement qu'au centre de la carte du monde.

Faisons le pari du retour de l'esprit de conquête en l'Europe qui dans le passé l'a amenée aux confins des océans et des continents. L'Europe a perdu l'ambition de reconquérir le monde. Elle doit partir à la reconquête de sa souveraineté, et jouer le rôle d'acteur géopolitique incontournable dans « l'ancien monde », sur les continents eurasiens et africains. Elle doit identifier ses atouts, et après un demi-siècle de sortie relative de l'histoire, opérer la jonction entre son héritage, le monde d'hier et le monde qui vient. Peut-on rêver d'un patriotisme européen ? C'est la condition pour ne pas sombrer dans les sables mouvants de l'histoire du monde futur et transformer une politique européenne incantatoire en géopolitique réaliste.

Pierre-Emmanuel Thomann  
(Bruxelles le 20/01/ 2008)

